



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr. générale
18 mai 2009
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quatrième session
Point 57 a) de la liste préliminaire*
Groupes de pays en situation particulière :
Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays
les moins avancés

Conseil économique et social
Session de fond de 2009
Genève, 6-31 juillet 2009
Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire**
Application et suivi des recommandations
issues des grandes conférences et réunions
au sommet organisées sous l'égide
de l'Organisation des Nations Unies :
examen et coordination de l'application
du Programme d'action en faveur des pays
les moins avancés pour la décennie
2001-2010

**Application du Programme d'action en faveur des pays
les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait suite à la résolution 63/227 de l'Assemblée générale et à la résolution 2007/31 du Conseil économique et social dans lesquelles le Secrétaire général a été prié de présenter un rapport d'étape, analytique et orienté vers les résultats sur la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, y compris sur l'état des préparatifs sur les plans technique, organisationnel et logistique de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

* A/64/50
** E/2009/100



I. Introduction

1. Le présent rapport sur la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (A/CONF.191/13, chap. II), adopté par la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Bruxelles en mai 2001 (le Programme de Bruxelles), est présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 63/227 de l'Assemblée générale et 2007/31 du Conseil économique et social.

2. Le deuxième chapitre présente un examen de l'impact de la crise financière et économique actuelle sur les pays les moins avancés (PMA). Le troisième chapitre donne un bref aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme de Bruxelles et met en évidence quelques conséquences que les crises pourraient avoir dans ce domaine. Le cinquième chapitre est consacré aux préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

3. Dans certains domaines abordés dans le Programme de Bruxelles, les résultats sont mesurables. Les données pays par pays figurant dans l'annexe statistique au présent rapport (tableaux 1 à 16) montrent d'importantes variations parmi les pays les moins avancés, tant en ce qui concerne leur situation que les progrès accomplis depuis l'adoption du Programme.

4. Le présent rapport a été élaboré avec la coopération de tous les organismes du système des Nations Unies. La contribution de chacun d'eux sera fournie séparément.

II. Les crises mondiales et les pays les moins avancés

5. Les crises économiques mondiales qui se sont succédées ont mis en péril le développement des pays les moins avancés. Au moment de la publication du rapport de l'an dernier, les réalisations de ces pays étaient en train d'être éclipsées par les crises de l'alimentation et de l'énergie. La hausse constante des prix du pétrole (voir annexe, tableau 1), en particulier la flambée des cours de 2008, s'est traduite pour les PMA importateurs de pétrole par une hausse de l'inflation et une baisse de la croissance. Elle a aussi aggravé les pressions budgétaires et les difficultés de balance des paiements et abouti à une dépréciation des monnaies dans plusieurs pays.

6. Les prix internationaux des denrées alimentaires ont eux aussi affiché des hausses rapides en 2008 qui se sont transmises, du moins en partie, aux marchés intérieurs de la plupart des PMA. Un grand nombre de PMA sont importateurs nets de produits alimentaires, et comme le pourcentage de pauvres et de sous-alimentés y est plus élevé, sur le plan humain, ils ont été plus touchés que les autres par l'augmentation des prix. Sur les 36 pays et régions classés en 2008 par le Programme alimentaire mondial (PAM) comme étant les plus menacés par la hausse des prix des aliments, 24 étaient des PMA (voir annexe, tableau 6). Les pays les plus touchés ont été ceux dont plus de 30 % de la population étaient déjà sous-alimentés.

7. La hausse des prix des produits alimentaires a des conséquences néfastes sur les consommateurs, mais elle augmente les revenus des agriculteurs et les encourage à produire davantage. Toutefois, les mesures prises pour augmenter la production

alimentaire dans les PMA en 2008 ont été entravées par la hausse des prix des semences et, en raison de la hausse des prix de l'énergie, des prix des engrais et de l'énergie. Les agriculteurs à faible revenu, surtout ceux qui se livrent à l'agriculture de subsistance et qui n'ont ni épargne ni accès direct au crédit, n'ont pas pu produire davantage pour tirer profit de la hausse des prix puisqu'ils n'avaient pas les moyens d'acquérir les intrants nécessaires.

8. Depuis le milieu de 2008, les prix des produits alimentaires sont en baisse rapide, sans pour autant être revenus aux niveaux qu'ils avaient avant la crise; en mars 2009, les prix internationaux du riz et des céréales étaient d'environ 50 % plus élevés que trois ans auparavant¹. De plus, sur de nombreux marchés intérieurs, les prix de détail n'ont pas baissé à la même vitesse que les prix internationaux. Néanmoins, cette diminution des prix a atténué les effets négatifs de la hausse sur les consommateurs et sur la pauvreté, la famine et la malnutrition.

9. Dans le même temps, la crise financière qui frappait la plus grande économie mondiale a entraîné d'abord un ralentissement des pays développés et ensuite une crise économique mondiale et une crise de développement, surtout pour les PMA. Ces deux crises n'ont pas eu tout à fait les mêmes effets sur les PMA, mais chacune d'entre elles a fait ressortir leur vulnérabilité aux changements qui se produisent au-delà de leurs frontières. Leur situation économique immédiate et leurs perspectives de développement à plus long terme se sont considérablement détériorées, pour des raisons indépendantes de leur volonté. Comme les données décrivent une situation passée et surtout du fait que la crise n'est pas terminée, il n'est pas encore possible d'avoir une évaluation quantitative complète de son impact sur les PMA. Ses effets se font toutefois ressentir de plusieurs façons.

10. La crise financière apparue dans quelques pays développés a eu un effet et des conséquences limités sur les PMA en raison du faible degré de développement de leurs systèmes financiers et de leurs liens avec le reste du monde. Il s'agit essentiellement d'économies monétaires, avec des systèmes bancaires restreints. Leurs banques sont peu intégrées au système financier international, surtout aux marchés des capitaux et des obligations du secteur privé, où la crise a été à son comble. En revanche, la plupart des PMA utilisent les crédits commerciaux, et ceux-là ont été gravement touchés par la crise. Il est vrai que nombre d'entre eux avaient renforcé leurs systèmes bancaires intérieurs au cours des dernières années pour pouvoir mieux résister à des chocs immédiats de faible ampleur, mais une crise prolongée ou sévère risque de leur poser problème.

11. Les PMA ont également été relativement épargnés au cours des phases initiales du ralentissement économique mondial du fait que leur participation au commerce des produits manufacturés est limitée. Jusqu'en 2008, les PMA exportateurs de pétrole et de produits de base ont fortement bénéficié de la flambée des prix de ces matières premières. On s'attendait généralement à ce que les prix se maintiennent à un niveau élevé, mais la récession qui a touché les pays développés s'est traduite par une réduction de la demande des produits d'exportation des PMA. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le volume du commerce mondial va baisser de 11 % en 2009, ce qui compromettra le développement des pays les moins avancés. Comme par ailleurs le ralentissement économique s'est étendu des pays développés

¹ Voir Indices des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (accessibles à l'adresse <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>), consultée le 3 avril 2009.

aux pays en développement plus avancés et que la baisse de la demande de produits manufacturés a provoqué une baisse de la demande d'énergie et de matières premières, les prix du pétrole et des produits de base ont chuté. L'arrêt des crédits, y compris commerciaux, vient encore aggraver la situation. Alors que les exportations avaient contribué à la croissance des PMA au cours des dernières années, la diminution des recettes de l'exportation se traduit par un accroissement des déficits courants, l'épuisement des réserves de change, la dépréciation de la monnaie et un ralentissement de la croissance.

12. Dans quelques PMA, soucieux de diversifier leur économie, le tourisme est devenu une importante source de devises et d'emplois locaux. Toutefois, il s'agit d'une activité sensible aux fluctuations des revenus, en particulier dans les pays développés, qui risque donc d'être durement touchée par la crise économique et financière mondiale, comme c'est d'ailleurs déjà le cas dans plusieurs PMA.

13. L'investissement direct étranger (IDE) dans les PMA subit également les effets de la crise. La baisse des prix des produits de base, y compris le pétrole, l'accès plus restreint au financement et le ralentissement économique général provoqueront probablement une contraction des flux mondiaux d'IDE, et donc une intensification de la concurrence entre PMA. Les secteurs du pétrole et des minéraux, qui étaient les principaux bénéficiaires des IDE, seront probablement les plus durement touchés.

14. Les transferts de fonds provenant de travailleurs émigrés sont devenus une importante source de financement du développement et de revenu pour les familles. En ce qui concerne les PMA en tant que groupe, le montant des transferts enregistrés est supérieur à l'aide publique au développement (APD) (voir annexe, tableau 3); si on ajoute les transferts informels, leur montant réel est sans doute considérablement plus important. Pour un petit nombre de PMA, ces transferts sont devenus une plus grande source de devises que les exportations et représentent parfois un quart du produit intérieur brut (PIB).

15. En raison de la forte réduction des emplois dans le monde, en particulier des emplois occupés par des travailleurs peu ou très peu qualifiés, la demande de travailleurs migrants est à la baisse. Les politiques d'immigration plus contraignantes adoptées par certains pays développés et en développement contribuent aussi à cette situation. Ne bénéficiant souvent que d'une protection sociale limitée dans le pays où ils travaillent, certains migrants sont rentrés chez eux une fois au chômage, augmentant ainsi le nombre de sans emploi dans leur propre pays.

16. Dans un premier temps, les transferts ont mieux résisté que les autres flux financiers mais il semblerait qu'ils ont sensiblement diminué, malgré la volonté des migrants de les maintenir au même niveau voire de les augmenter pour permettre à leur famille de faire face à la crise. Cette diminution risque de causer de graves difficultés aux ménages pauvres qui dépendent de cet argent pour subsister.

17. La plupart des PMA, à l'exception des pays exportateurs de pétrole, sont fortement dépendants de l'aide publique au développement (APD) pour combler leur manque de ressources extérieures. L'APD finance en outre une grande part du déficit budgétaire de la plupart des pays. L'augmentation des flux d'APD ces dernières années avait permis aux PMA d'investir davantage dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Toutefois, la crise économique a

fortement creusé les déficits de la plupart des pays développés, et si tout le monde reconnaît qu'il faut maintenir et augmenter l'APD, les flux destinés aux PMA pourraient diminuer, ce qui ralentira les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de Bruxelles.

18. L'amélioration de la gestion macroéconomique dans les PMA a contribué à limiter temporairement les effets des phases initiales des crises extérieures. La plupart des PMA avaient amélioré leur situation budgétaire et leurs déficits étaient relativement faibles. Nombre de PMA exportateurs de produits de base ne dépensaient plus systématiquement les surcroûts de recettes publiques dus à la hausse des cours de ces produits; certains pays avaient créé des fonds de stabilisation et plusieurs autres, en particulier les producteurs de pétrole, avaient accumulé d'importantes réserves en devises. Ces mesures rationnelles de gestion ont permis à certains PMA d'éviter dans un premier temps de procéder à des réductions soudaines des dépenses publiques lorsque les prix des produits de base et les recettes budgétaires ont chuté.

19. Avec l'aggravation de la crise, les PMA aimeraient pouvoir suivre l'exemple des pays développés c'est-à-dire assouplir leur politique monétaire et adopter des mesures budgétaires anticycliques. Mais leur marge de manœuvre est plus limitée que celle de la plupart des autres pays et ce type de mesures y serait moins efficace qu'ailleurs. Les pressions extérieures obligent les PMA à être prudents dans les deux domaines. De plus, l'étroitesse de leurs marchés financiers limite l'efficacité de la politique monétaire, et la politique budgétaire a moins d'impact parce que les recettes et les dépenses publiques représentent une part plus faible du PIB. En particulier, il est peu probable que les stabilisateurs automatiques puissent jouer un rôle important; au contraire, leur impact sur le budget risque d'exacerber la situation. Par exemple, de nombreuses PMA comptent davantage que les autres pays sur les recettes fiscales du commerce international, et l'effondrement des recettes d'exportations pourrait les contraindre à réduire les dépenses publiques alors qu'il faudrait les augmenter.

20. La crise mondiale est en train de compromettre les progrès réalisés dans le sens de la viabilité budgétaire tant sur le plan des recettes que des dépenses. Avec de hauts niveaux d'endettement public, et des marchés financiers intérieurs limités, et un accès restreint aux marchés de capitaux internationaux, les gouvernements des PMA ont peu de possibilités d'emprunt pour financer les dépenses supplémentaires nécessaires pour honorer les engagements relatifs au Programme de Bruxelles et aux objectifs du Millénaire pour le développement.

21. Il existe un grand risque de voir les progrès accomplis en vue de la réalisation du Programme de Bruxelles et des objectifs du Millénaire pour le développement réduits à néant pour des raisons indépendantes de la volonté des pays. Afin de montrer clairement son soutien aux PMA, la communauté internationale doit faire en sorte que cela ne se produise pas.

22. Un pas important en ce sens a été fait par les dirigeants du Groupe des 20, qui ont convenu, à leur réunion du 2 avril 2009, de fournir 50 milliards de dollars pour soutenir la protection sociale, stimuler le commerce et préserver le développement dans les pays à faible revenu et d'accorder un montant de 6 milliards de dollars en financement concessionnel supplémentaire et flexible aux pays les plus pauvres dans les deux à trois prochaines années. Les mesures de protection sociale dans les pays les plus pauvres consisteraient notamment à investir dans la sécurité

alimentaire à long terme et à fournir des ressources supplémentaires par l'intermédiaire de la Banque mondiale².

23. À sa réunion du 26 avril 2009, le Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI a reconnu qu'il fallait traduire ces engagements et d'autres en action concertée et en mobilisation de ressources supplémentaires. Il a exhorté tous les donateurs non seulement à accélérer la fourniture de l'aide supplémentaire annoncée, mais également à aller au-delà des engagements déjà pris.

24. Les institutions financières internationales jouent un rôle central dans ce processus. La Banque mondiale a élargi son programme mondial de financement du commerce et lancé deux nouveaux mécanismes : une facilité de financement et un programme de financement du commerce mondial. Elle a également adopté un mécanisme de réhabilitation des infrastructures. Le FMI pour sa part a accepté de doubler le plafond de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) et de la Facilité de protection contre les chocs exogènes pour aider les pays à faible revenu durement touchés par la récession économique mondiale. Il étudie en outre la possibilité d'accroître ses ressources pour accorder à moyen terme des prêts concessionnels aux pays à faible revenu.

III. Mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles

Engagement 1

Encourager une action axée sur la population

25. De 2004 à 2007, les pays les moins avancés, en tant que groupe, ont atteint un taux de croissance moyen de 7 % par an (voir annexe, tableau 4). En 2008, il est revenu à 6,4 %, – ce qui était toutefois supérieur au taux de croissance des autres pays en développement – et il devrait ralentir à nouveau en 2009 en raison de la crise mondiale.

26. Les écarts de croissance entre PMA restent marqués, comme en témoignent la plupart des indicateurs économiques et sociaux. De 2004 à 2007, environ le quart des PMA, principalement les pays exportateurs de pétrole ou de minéraux, ont enregistré une croissance de plus de 7 % par an. Contrairement aux périodes précédentes, peu de pays ont vu leur production annuelle baisser, mais plusieurs d'entre eux ont eu une croissance inférieure à 3 %, dans la plupart des cas en raison de l'instabilité politique ou de conflits.

27. Malgré une croissance démographique de 2,4 % par an, le taux de croissance moyen du PIB par habitant dans les PMA a été supérieur à 5 % au milieu de la décennie (voir annexe, tableau 4). De 2005 à 2007, environ la moitié des PMA ont augmenté leur production annuelle par habitant d'au moins 3 %. Il y a eu cependant plusieurs cas de baisse annuelle du PIB par habitant, et pas seulement dans des pays victimes d'instabilité.

28. Les données les plus récentes indiquent que l'effet de la croissance sur la pauvreté dans les PMA a été plus important que prévu. En 2008, la Banque mondiale a publié une nouvelle série de données internationalement comparables sur la pauvreté, en adoptant un nouveau seuil de 1,25 dollar mesuré en fonction de la

² Voir <http://www.g20.org/Documents/final-communique.pdf>.

parité de pouvoir d'achat en 2005³. Les données relatives aux deux tiers environ des PMA montrent que la pauvreté est restée élevée mais que des progrès, certes limités, ont été réalisés et qu'ils ont été de plus en plus rapides : le pourcentage des personnes vivant en deçà du seuil de 1,25 dollar est tombé de 63 % en 1990 à 60 % en 1999, puis à 53 % en 2005 (voir annexe, tableau 4). Cependant, les réductions ont été faibles par rapport à l'ampleur du problème. En 2005, le taux de pauvreté était supérieur à 30 % dans 32 des 36 pays les moins avancés pour lesquels la Banque mondiale disposait d'estimations.

29. Un plus petit nombre de pays disposent d'estimations nationales, mais on y observe dans presque tous la même évolution : sur les 25 pays disposant de données pour les années 1990 et depuis 2000, 3 seulement n'ont pas enregistré de réduction du taux d'extrême pauvreté, et pour environ les deux cinquièmes de l'échantillon, le taux d'extrême pauvreté, était inférieur à 50 % en 2005, contre un cinquième dans les années 90 (voir annexe, tableau 2). Compte tenu de l'accroissement rapide du PIB par habitant en 2006-2007, on peut supposer que la pauvreté avait encore reculé avant le déclenchement de la crise.

30. La Banque mondiale estime que la hausse des prix des produits alimentaires a créé 200 millions de nouveaux pauvres dans le monde et que la moitié de ces pauvres le resteront en 2009. Elle estime aussi qu'en raison du ralentissement de l'économie mondiale, les personnes touchées d'extrême pauvreté seront entre 55 millions et 90 millions plus nombreuses qu'on ne l'avait prévu avant la crise⁴. Les PMA, figurant parmi les pays les plus affectés, les nouveaux pauvres y seront sans doute proportionnellement très nombreux.

31. Jusqu'en 2007, le niveau de malnutrition a baissé dans la plupart des PMA, mais le problème était resté omniprésent dans près d'un cinquième d'entre eux. Dans l'ensemble de la population, la malnutrition est restée très élevée chez les enfants âgés de moins de 5 ans dans plus d'un tiers des PMA. La crise alimentaire a considérablement exacerbé cette situation inacceptable; la FAO a estimé que la hausse des prix des produits alimentaires a provoqué un accroissement d'environ 15 % (soit 115 millions) du nombre de personnes souffrant de faim chronique dans le monde en 2007 et 2008 et que cet accroissement devrait se poursuivre en 2009. Relativement à la moyenne mondiale, l'augmentation a sans doute été plus accentuée dans les pays les moins avancés. La crise économique mondiale provoque une baisse des revenus et une diminution de la consommation alimentaire des pauvres, augmentant encore le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition.

Engagement 2

Bonne gouvernance aux niveaux national et international

32. La plupart des PMA ont pris des mesures pour promouvoir la démocratie et améliorer la gouvernance. L'organisation d'élections suivant les normes internationales est en train de devenir la norme dans ces pays. À plusieurs occasions, la représentativité des femmes a augmenté et dépasse 30 % dans un certain nombre de pays, en partie grâce à l'adoption de quotas.

³ Voir <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp>.

⁴ Banque mondiale, *Global Monitoring Report 2009* (Washington, 2009), p. 2,

33. La plupart des PMA ont pris des mesures pour mieux s'appropriier la formulation et la mise en œuvre de leurs politiques de développement. Ils ont commencé par adopter des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Avec la deuxième génération de DSRP, ils ont beaucoup progressé dans la prise en charge et la gestion de leurs stratégies de développement. Un des signes importants en est la participation accrue d'acteurs non étatiques, y compris le secteur privé et les organisations non gouvernementales.

34. La gouvernance et l'appropriation sont étayées par un certain nombre d'initiatives multilatérales. Conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, de nombreux PMA ont élaboré des stratégies nationales exhaustives en matière de développement. En Afrique, 24 pays sont membres du Mécanisme d'évaluation intra-africain du NEPAD qui prévoit la participation active de toutes les parties prenantes à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi d'un programme d'action national. Six pays ont achevé toutes les étapes du Mécanisme et sont en train de mettre en œuvre leur programme d'action.

35. En 2007, une étude de la Banque mondiale⁵ a montré que sur un échantillon de 37 PMA, 23 pays avaient pris des mesures pour élaborer une stratégie de développement opérationnelle, mais que six d'entre eux seulement avaient effectivement adopté une telle stratégie. L'étude a conclu que c'était la faiblesse des capacités institutionnelles et administratives qui avait empêché les PMA de s'approprier véritablement leurs programmes de développement et d'en assurer la direction. Parallèlement, une enquête menée en 2008 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour suivre l'application de la Déclaration de Paris a montré que, malgré les mesures prises par les pays pour s'approprier davantage leurs stratégies de développement, les progrès étaient lents. Le Programme d'action d'Accra (A/63/539, annexe), qui a fait suite à la Déclaration de Paris, a appelé à redoubler d'effort pour renforcer l'appropriation par les pays du processus de développement en élargissant le dialogue au niveau des pays sur les politiques à suivre dans le domaine du développement, rendant les pays en développement mieux à même de conduire et gérer le développement et utilisant le plus possible les systèmes des pays en développement.

36. De nombreux PMA ont adopté des mesures pour éliminer la corruption, y compris la mise en place de commissions autonomes et indépendantes. Un indice de perception de la corruption créé en 2008 par Transparency International montre que la corruption est en recul, quoique lent, dans de nombreux PMA. Dans ce contexte, et tel qu'indiqué dans le rapport de l'an dernier, plusieurs PMA ont signé l'Initiative de transparence des industries extractives, mais trois d'entre eux seulement ont respecté les quatre indicateurs de validation et sont considérés comme pays candidats à l'Initiative⁶. Aucun pays des moins avancés n'est encore en conformité avec cette initiative.

⁵ Voir Banque mondiale, *Results-Based National Development Strategies: Assessment and Challenges Ahead* (Washington, 2007).

⁶ Voir Initiative de transparence des industries extractives, rapport de suivi 2007-2009, accessible à l'adresse <http://eitransparency.org>.

Engagement 3 **Renforcer les capacités humaines et institutionnelles**

37. La plupart des PMA continuent de faire des progrès quant à l'accès universel à l'enseignement primaire, bien que les taux de scolarisation aient diminué dans certains pays où ces taux étaient auparavant élevés (voir annexe, tableau 5). En ce qui concerne les taux d'achèvement du cycle primaire, les progrès ont été plus modestes. Certains pays sont parvenus à assurer la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire; dans quelques-uns d'entre eux, il y a aujourd'hui plus de filles que de garçons à l'école primaire.

38. Le nombre d'enfants âgés de moins de 15 ans devrait augmenter de plus de 50 millions dans les PMA entre 2009 et 2015. La plupart de ces pays ont donc un double problème d'accroître le taux de scolarisation alors que la population d'âge scolaire est en train d'augmenter. Par contre, dans la plupart des autres pays en développement, on prévoit peu ou pas de croissance dans la population des moins de 15 ans et ces pays sont beaucoup plus près d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle ou l'ont déjà atteint.

39. Les taux de scolarisation dans le secondaire sont encore bien inférieurs à 50 % dans la plupart des PMA, avec de faibles améliorations. Les disparités entre garçons et filles sont plus marquées que dans le primaire, même si dans certains pays, les filles sont plus nombreuses que les garçons.

40. La crise économique pourrait avoir des incidences négatives sur les taux de scolarisation. Avec la baisse de leur revenu, les familles n'auront plus les moyens d'assurer les frais de scolarité; elles seront peut-être obligées de retirer leurs enfants de l'école pour s'assurer un revenu supplémentaire, directement ou indirectement. En ce qui concerne l'offre, les contraintes budgétaires pourraient entraîner une baisse des dépenses publiques consacrées à l'éducation.

41. Les progrès relatifs à la réduction de la mortalité des nourrissons et des enfants âgés de moins de 5 ans ont été mitigés, allant d'améliorations considérables dans quelques pays à une détérioration marquée dans d'autres (voir annexe, tableau 6). En Afrique subsaharienne, le pourcentage d'enfants âgés de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole, moyen simple et sûr de réduire la mortalité infantile, est passé de 55 % en 2000 à 72 % en 2006⁷. Par contre, dans certains pays, le VIH/sida est en train de freiner le progrès vers une réduction de la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans. Compte tenu de l'impact de la crise sur les programmes de santé, la Banque mondiale estime que si cette crise persistait, entre 200 000 et 400 000 bébés supplémentaires pourraient mourir tous les ans, dont un grand pourcentage dans les PMA.

42. Le taux de mortalité maternelle varie considérablement d'un pays à l'autre, allant de 120 à 2 100 pour 100 000 naissances (voir annexe, tableau 7). Dans la plupart des PMA, il reste beaucoup à faire en matière de planification familiale, de soins de personnel qualifié à la naissance et de soins obstétricaux d'urgence. La crise économique risque d'entraîner une augmentation de la mortalité maternelle à cause de l'accroissement des taux de malnutrition, à moins que des ressources supplémentaires ne soient assurées, les services de santé publique, y compris ceux

⁷ Voir Nations Unies, *Objectifs du Millénaire pour le développement, rapport 2008*, p. 22, New York, 2008.

qui concernent les femmes, risquent de se détériorer en raison des pressions budgétaires.

43. Malgré les quelques progrès accomplis concernant la réduction des contaminations par le VIH, la prévalence de la maladie demeure très élevée (voir annexe, tableau 8). Dans certains pays, la prévention n'est toujours pas une priorité et les mesures prises ne sont pas à la mesure de l'ampleur et les divers aspects de l'épidémie. En revanche, l'accès au traitement se développe rapidement. Grâce à une aide internationale importante dans de nombreux PMA, le nombre de personnes recevant la thérapie antirétrovirale a sensiblement augmenté même si beaucoup, souvent la majorité des personnes touchées, n'y ont toujours pas accès. Cette thérapie permet à un plus grand nombre de malades de travailler, et de travailler plus longtemps et d'apporter ainsi une aide économique et autre à leur famille. Les faits observés dans certains pays sont prometteurs, car ils ont montré que l'accès universel au traitement était possible si la prévention permettait de maintenir un faible taux de prévalence.

44. La hausse du taux de prévalence du VIH/sida a abouti à l'augmentation des cas de tuberculose dans plusieurs PMA (voir annexe, tableau 9) : dans nombre de PMA les plus touchés par la tuberculose, le taux de prévalence du VIH/sida est très souvent élevé. Les programmes de stratégie de traitement sous surveillance directe ont aidé à améliorer, parfois sensiblement, les résultats du traitement dans un certain nombre de PMA.

45. Le paludisme reste une des principales causes de mortalité infantile dans nombre de PMA, mais l'usage de plus en plus courant des moustiquaires traitées à l'insecticide est en train d'en réduire l'incidence.

46. Les PMA ont réalisé des progrès quant à l'égalité des sexes et à la promotion des femmes. De plus en plus de pays ont adopté des objectifs à ce sujet dans leur plan national de développement. Les progrès sont toutefois mitigés et des efforts supplémentaires doivent être faits pour promouvoir un accès égal à l'éducation, aux services de soins de santé, à l'emploi, aux biens productifs, ainsi que la participation aux décisions politiques. Le principe de l'égalité entre les sexes devrait également être pris en compte dans les débats portant sur les répercussions et les moyens de résolution de la crise. Les femmes sont moins aptes à s'adapter aux crises et à les surmonter que les hommes, car elles ont moins accès aux ressources et présentent des vulnérabilités qui s'accroissent généralement en période de crise, y compris une diminution des avantages et de la protection juridiques, l'absence de pouvoir de décision et un insuffisant contrôle sur les ressources financières.

Engagement 4

Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les pays les moins avancés bénéficient de la mondialisation

47. Depuis 2000, la plupart des PMA ont mis en œuvre de vastes réformes économiques et ont pris diverses mesures pour accroître les investissements intérieurs et étrangers, notamment au moyen d'incitations. Ces réformes ont contribué à une hausse sensible et généralisée des taux d'investissement : la formation brute de capital fixe (FBCF) est passée de 16 % du PIB en 2000 à 27 % soit 2 % de plus que l'objectif de 25 % fixé par le Programme de Bruxelles en 2007 (voir annexe, tableau 10). Il a fortement augmenté non seulement dans les PMA producteurs de pétrole, mais également dans les autres pays de ce groupe en dehors

de l'Afrique, à l'exception de deux pays de la région du Pacifique. Parmi les PMA d'Afrique non exportateurs de pétrole, le taux d'investissement a augmenté dans 14 pays et dépassé l'objectif dans 9, en demeurant toutefois en dessous de 10 % dans quatre pays.

48. Cette hausse est en partie attribuable aux IDE qui ont augmenté de 150 % entre 2000 et 2007 (voir annexe, tableau 3). Malgré une concentration des flux vers les pays riches en ressources, presque tous les PMA ont réussi à attirer de nouveaux investissements ces dernières années, y compris en provenance d'autres pays en développement.

49. Le secteur des technologies de l'information et de la communication a manifesté une croissance rapide dans la plupart des PMA (voir annexe, tableau 11). Ce secteur non seulement crée des revenus et des emplois dans le court terme, mais est un élément important de l'infrastructure nécessaire au commerce. À cet égard, la révolution numérique a permis aux PMA de devancer des pays plus avancés et d'éviter d'investir dans des réseaux téléphoniques terrestres et d'autres technologies dépassées.

50. Le secteur des services a un été un important domaine de diversification dans plusieurs PMA. Certains pays non dotés de richesses minières sont parvenus à exploiter les avantages de leur environnement naturel en développant le tourisme. Le nombre de visiteurs dans les PMA a bondi d'environ 50 % entre 2000 et 2005 et continue de croître depuis. Bien que la part des PMA ne représente que 1 % à peu près du volume total du tourisme international, le tourisme est un des rares secteurs où la part des PMA a augmenté et a été le principal moteur du développement de plusieurs pays. Toutefois, comme on l'a vu précédemment, la crise économique risque de mettre fin à cette croissance.

Engagement 5

Renforcer le rôle du commerce dans le développement

51. Bien que la part des PMA dans le commerce mondial ne soit que de 1 %, les échanges jouent un rôle essentiel dans le développement de ce groupe de pays où ils représentent environ 50 % du PIB. En valeur nominale, les exportations de marchandises des PMA sont passées de 83,3 milliards de dollars en 2005 à 128,5 milliards de dollars en 2007, tandis que les importations sont passées de 87,9 milliards de dollars à 101,4 milliards de dollars pendant la même période, résultant en une balance commerciale positive. L'accroissement rapide des recettes d'exportation a été dû en grande partie à la hausse des prix des produits de base (du pétrole en particulier) alors que la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole ont largement contribué à l'augmentation de la valeur des importations.

52. Certains PMA ont réalisé des progrès dans la diversification de leurs exportations. Les produits horticoles – fleurs, plantes, fruits et légumes frais – sont devenus une importante source de recettes d'exportation pour certains pays d'Afrique saharienne; il en est même que les textiles pour certains PMA d'Asie. Les recettes provenant de l'exportation du poisson et des produits de la pêche ont aussi augmenté.

53. Dans de nombreux cas, les exportations des PMA ont bénéficié de régimes commerciaux préférentiels, y compris l'Initiative tout sauf les armes de l'Union européenne et l'*African Growth and Opportunity Act* (loi sur la croissance et les

possibilités économiques de l'Afrique) des États-Unis. D'autres pays développés accordent aussi un traitement préférentiel aux PMA. La proportion des importations des pays développés en provenance des pays les moins avancés en franchise de droits a très légèrement augmenté en 2007 (voir annexe, tableau 12). Ces importations bénéficient soit de droits de douane réduits à zéro en vertu du principe de la nation la plus favorisée (NPF) soit de droits réduits dans le cadre d'un « vrai » traitement préférentiel. Malgré un léger recul en 2007, plus de 50 % des exportations des PMA ont bénéficié d'un accès préférentiel, contre 35 % seulement en 2000. La part des exportations admise en franchise de droits au titre de la NPF était en baisse depuis 2000, mais a légèrement augmenté en 2007.

54. Ces chiffres ne sont cependant que des moyennes et la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Les pays africains et insulaires jouissent d'un accès en franchise pour la plupart de leurs exportations vers les pays développés, contre les deux tiers seulement des PMA d'Asie qui doivent acquitter des droits de douane sur les textiles et les vêtements. L'accroissement rapide de ces exportations depuis la livrée des quotas en 2004 a provoqué une baisse sensible du volume global des importations en franchise.

55. Ce n'est pas seulement le niveau absolu des tarifs douaniers et des préférences qui importe pour les PMA mais aussi leur relation avec les mesures appliquées aux autres pays en développement. Dans le cas des textiles et des vêtements, la marge préférentielle des PMA s'est effritée et ne représente plus un avantage significatif. Les vêtements, produits manufacturés à plus forte intensité de main-d'œuvre, restent soumis aux droits les plus élevés (6,4 % en moyenne) et offrent aux PMA la marge de préférence la plus faible par rapport aux autres pays en développement. En revanche les droits appliqués aux exportations agricoles des PMA vers les pays développés ont encore diminué en 2007 et sont désormais inférieurs de six points aux droits appliqués aux exportations d'autres pays en développement.

56. Tous ces indicateurs décrivent le scénario le plus favorable dans lequel les exportateurs utilisent les avantages dont ils disposent. Mais compte tenu des conditions préalables qui doivent être remplies, y compris les critères d'éligibilité, les mesures non tarifaires, les règles d'origine restrictives et les procédures administratives, il est difficile pour les PMA de tirer pleinement parti de certaines des préférences commerciales qui leur sont offertes, ce qui résulte en un taux d'utilisation compris entre 80 % et 90 % seulement. De plus, les exportations des PMA continuent de se heurter à des obstacles non tarifaires dans certains domaines, notamment les subventions agricoles dans les pays développés. Certaines des mesures de stimulation adoptées par d'autres pays au début de la crise économique ont comporté des éléments protectionnistes supplémentaires.

57. L'accroissement considérable des échanges entre pays en développement jusqu'à la crise s'explique souvent par le fait que les accords de commerce régionaux offraient aux PMA les meilleures occasions de diversifier et d'accroître leurs exportations. La plupart de ces pays sont parties à un ou à plusieurs de ces accords auxquels participent également d'autres pays que les PMA. Cette multitude de membres risque de donner lieu à des contradictions quand aux engagements internationaux que les pays les moins avancés pourraient avoir du mal à résoudre.

Engagement 6 **Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement**

58. De par leur faible niveau de développement, les pays les moins avancés émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre par habitant que les autres pays et sont, de ce fait, ceux qui contribuent le moins aux changements climatiques⁸. Ils sont par ailleurs plus vulnérables qu'eux, pour plusieurs raisons, aux effets de ces changements. D'abord, beaucoup de ces pays les moins avancés, tels que les petits États insulaires ou en plaine côtière et les pays les moins avancés d'Afrique subsaharienne, sont logiquement les plus exposés aux conséquences prévisibles – élévation du niveau de la mer dans certaines régions et sécheresse dans d'autres – du réchauffement de la planète. Ensuite, cette vulnérabilité est appelée à s'intensifier car l'agriculture, secteur le plus touché par les changements climatiques, représente une grande part de leur économie. Enfin, en tant que pays les moins avancés, ces pays sont les moins à même de s'adapter aux changements climatiques. Victimes de cette vulnérabilité, 15 pays les moins avancés se situent parmi les 20 derniers pays sur 149 classés en fonction de divers indicateurs écologiques, tels que la salubrité de l'environnement, la pollution atmosphérique, les ressources hydriques et les changements climatiques⁹.

59. Déjà, des pays les moins avancés ont vu leur développement ralenti par ces changements. Des extrêmes météorologiques ont provoqué inondations soudaines, sécheresse, tornades et autres phénomènes violents, influant ainsi défavorablement sur l'offre et les prix des aliments et, plus généralement, le développement. La montée du niveau des mers menace dès à présent de nombreux pays les moins avancés insulaires et côtiers. Le secteur agricole, en particulier dans les pays les moins avancés d'Afrique, a souffert de sécheresses et d'inondations graves provoquées par l'instabilité pluviométrique imputable aux changements climatiques. Ce phénomène a intensifié l'insécurité alimentaire, exacerbé la pauvreté et provoqué des perturbations sociales et économiques graves dans de nombreux pays. Déjà, les changements climatiques provoquent un massif exode interne et externe des populations. Selon certaines estimations, on devrait compter, d'ici à 2010, près de 50 millions de déracinés – originaires, pour beaucoup, de pays les moins avancés – à cause de l'environnement. Ces mouvements et les forces qui les motivent aggravent le risque d'instabilité politique et de conflit interne ou transfrontière.

60. Le déséquilibre entre la part infime des pays les moins avancés aux changements climatiques et le lourd tribut que ceux-ci leur imposent justifie l'application du principe des responsabilités communes mais différenciées consacré dans le Protocole de Kyoto. Pour les pays les moins avancés, il s'agit avant tout de s'adapter à ces changements et de réduire leur vulnérabilité face à leurs effets, et non de chercher à les atténuer.

61. Particulièrement vulnérables à certains des effets directs de ces changements, les pays les moins avancés s'efforcent déjà d'y devenir plus résistants en réduisant leur vulnérabilité et en renforçant leur capacité de réaction. Consciente de leurs besoins particuliers de financement et de transfert de technologies à ces fins, la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les

⁸ Reflet de leur faible intensité énergétique, la part des pays les moins avancés dans le total des émissions de gaz à effet de serre entre 1995 et 2005 (0,4 %) était encore moindre que leur part de PIB.

⁹ Voir l'Indice de performance environnementale établi par les universités de Yale et de Columbia.

changements climatiques a créé en 2001 le Fonds pour les pays les moins avancés et le Groupe d'experts des pays les moins avancés, afin d'aider ces pays à concevoir et exécuter des programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques en leur donnant des orientations et conseils techniques. En mars 2009, 48 pays les moins avancés avaient reçu des fonds pour élaborer de tels programmes et 39 en avaient présenté au secrétariat de la Convention-cadre.

62. Toutefois, les ressources qui permettraient d'exécuter des projets selon ces programmes sont rares. On estime à 2 milliards de dollars au moins le montant qu'il faudrait à ceux-ci d'ici cinq ans; or le Fonds pour les pays les moins avancés n'a mobilisé que 172 millions de dollars depuis sa création. Seuls trois projets issus de ces programmes avaient été approuvés en mars 2009. À ce jour, les pays les moins avancés n'ont reçu pratiquement pas de ressources au titre du Mécanisme pour un développement propre. Cependant, le Fonds pour l'adaptation, qui devrait permettre d'imputer des ressources sur des crédits générés par ledit mécanisme, devrait permettre de débloquer davantage d'argent. Néanmoins, on s'accorde à reconnaître que les ressources globales seront très en deçà des besoins.

63. Moyennant des ressources suffisantes et un transfert de technologie, l'adaptation aux changements climatiques pourra donner lieu à une nouvelle approche du développement fondée sur la viabilité. La mise en œuvre de pratiques agricoles perfectionnées, l'adoption de technologies « vertes », l'augmentation de l'efficacité énergétique et l'accès des pauvres à une énergie moderne et propre aideraient à combattre les changements climatiques tout en favorisant le développement.

Engagement 7

Mobiliser des ressources financières

64. Dans les pays les moins avancés, l'épargne intérieure est passée de 13 % du PIB en 2000 à 21 % en 2007, moyennant toutefois de fortes disparités au sein du groupe. C'est dans les pays les moins avancés exportateurs de pétrole et de minerais que l'on comptait les taux d'épargne intérieure les plus forts et généralement en hausse, alors qu'ils ont diminué dans la moitié environ des pays les moins avancés, certains enregistrant des chiffres négatifs. La plupart des pays les moins avancés continuent donc de dépendre de ressources extérieures pour financer leurs besoins de développement et, dans certains cas, leur consommation intérieure.

65. Depuis l'adoption du Programme d'action de Bruxelles, le volume des flux d'APD vers les pays les moins avancés est passé de moins de 13 milliards de dollars en 2001 à 30 milliards en 2006 et à 32 milliards en 2007. Comme l'OCDE estime que l'APD globale a augmenté de plus de 10 % en 2008, on est en droit de penser que l'APD aux pays les moins avancés a encore augmenté. Elle a également crû en pourcentage du revenu national brut des pays de l'OCDE, passant de 0,05 % en 1996-1997 à 0,09 % en 2007, mais elle est restée en deçà de l'objectif de 0,15 à 0,20 % du Programme d'action de Bruxelles. Sur ce total, seuls 8 des 22 pays du Comité d'aide au développement ont atteint l'objectif (voir annexe, tableau 13).

66. Les deux tiers des pays les moins avancés sont en Afrique. Réunis à l'occasion du sommet de Gleneagles en 2005, les membres du Groupe des Huit (G-8) ont pris un certain nombre d'engagements afin de multiplier les ressources financières destinées à l'Afrique par divers moyens, dont l'aide au développement traditionnelle, l'allègement de la dette et des mécanismes de financement innovants.

Le G-8 s'est engagé à augmenter de 25 milliards de dollars par an d'ici à 2010 l'APD destinée à l'Afrique, soit plus du double de l'engagement de 2004. Mais, selon l'OCDE, le montant de l'APD à l'Afrique n'est passé que de 35 milliards de dollars en 2004 à 42 milliards en 2008. À deux ans à peine de l'échéance de 2010, il demeure donc très en deçà de l'objectif des 65 milliards de dollars. À cet égard et conformément à leurs engagements de Gleneagles, les pays du G-8 se doivent de tout faire pour augmenter l'aide à l'Afrique.

67. Les donateurs s'efforcent de démultiplier l'impact de l'aide sur le développement en mettant en œuvre la Déclaration de Paris sur son efficacité et ils emploient sept indicateurs pour mesurer les progrès accomplis. Ayant examiné un second cycle du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, les ministres et les chefs des organismes de développement ont adopté, en septembre 2008, le Programme d'action d'Accra, qui comporte à la base les engagements pris par les donateurs de communiquer à l'avance des informations sur l'aide qu'ils prévoient d'apporter aux pays partenaires, de recourir aux systèmes des pays partenaires pour fournir l'aide, de la fournir en fonction des objectifs de développement des pays bénéficiaires et de la délier.

68. En mai 2008, c'est dans la coordination des donateurs et l'alignement de l'assistance technique sur les programmes de pays que les progrès étaient les plus importants en Afrique, tandis qu'en Asie, ils se situaient surtout au niveau du déliement de l'aide¹⁰.

69. D'autres pays en développement sont en passe de devenir une source de plus en plus importante de financement extérieur pour les pays les moins avancés, notamment pour assurer la réfection et le développement d'infrastructures essentielles, telles que le réseau routier et l'énergie électrique. La Chine, l'Inde et certains pays en développement exportateurs de pétrole sont de ceux qui augmentent leur aide à cet égard.

70. D'autres progrès ont été accomplis pour réduire le fardeau de la dette extérieure sur les pays les moins avancés, le plus souvent dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés ou de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Depuis le précédent rapport du Secrétaire général, un pays les moins avancés de plus est parvenu au point de décision et un autre a atteint le point d'achèvement au titre de la première Initiative, mais cinq n'en sont toujours pas au point de décision. Mesuré en valeur actualisée nette à fin 2007, l'allègement total de la dette des pays les moins avancés au titre de ladite Initiative dépasse les 36 milliards de dollars, tandis que plus de 15 milliards supplémentaires ont été mobilisés au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (voir annexe, tableau 14).

71. En raison de l'allègement de la dette et de la croissance rapide des exportations, le coefficient du service de la dette pour les pays les moins avancés est tombé de 11,6 % à 6,8 % entre 2000 et 2007. Toutefois, avec la baisse des prix des produits de base et la chute des recettes d'exportation, plusieurs pays les moins avancés, dont certains de ceux qui ont atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, enregistrent une détérioration de leurs coefficients.

¹⁰ *Rapport sur la coopération pour le développement 2008* du CAD de l'OCDE (Paris, 2008).

IV. Activités des organismes des Nations Unies relatives aux pays les moins avancés

72. Les organismes des Nations Unies ont tous continué, comme lors des années précédentes, à donner une grande importance aux pays les moins avancés, tant individuellement que collectivement. En termes quantitatifs, le volume des dépenses engagées dans ces pays par ces organismes au titre de leurs activités opérationnelles a plus que doublé de 2002 à 2007 (voir annexe, tableau 3). Les pays les moins avancés représentent environ un tiers du total de ces flux (voir A/63/71-E/2008/46, fig. X) mais les chiffres varient considérablement d'un organisme à l'autre et, dans une moindre mesure, avec le temps. Ainsi, la part des dépenses du PAM dans ces pays entre 2002 et 2007 est passée de 50 % à près de 70 %. Reflet de la priorité accordée aux pays les moins avancés par le système des Nations Unies, les 10 pays affichant en 2006 le taux le plus élevé de dépenses du système des Nations Unies par rapport au revenu national brut étaient tous moins avancés; en termes de dépenses par habitant, 7 pays sur les 10 premiers étaient moins avancés.

73. Ces activités ont pris des formes très diverses, allant de la fourniture de conseils de politique de haut niveau à un apport direct d'aide alimentaire aux pauvres. Néanmoins, on a fortement insisté sur le renforcement des capacités matérielles et humaines qu'assurent, à la faveur de projets d'investissement, de services consultatifs et d'une formation, les différents organismes dans leurs nombreux domaines de spécialisation. Certains financent ce type d'activités au moyen de ressources extraordinaires ou dans le cadre de programmes spéciaux à l'intention des pays les moins avancés ou d'autres groupes de pays où ils sont nombreux. Parmi ces organismes, le Fonds d'équipement des Nations Unies est unique en son genre car il n'opère que dans les pays les moins avancés.

74. Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce est un important vecteur de l'aide apportée aux pays les moins avancés par les organismes des Nations Unies. Depuis le rapport de l'an dernier, ses activités ont pris un nouvel essor. En mars 2009, 45 pays y participaient; des études diagnostiques sur l'intégration du commerce avaient été achevées et des ateliers de validation conclus dans le cas de 30 pays, et 13 autres se trouvaient aux premiers stades du processus.

75. Au niveau politique international, le Secrétaire général a créé, en avril 2008, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, composée d'organismes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et d'autres organisations pertinentes – fait d'autant plus notable pour les pays les moins avancés que leur situation alimentaire est difficile. Le Cadre d'action global créé par l'Équipe spéciale a recensé des modalités permettant d'étudier tous les aspects de la sécurité alimentaire, y compris l'aide alimentaire et la nutrition, les petites fermes et exploitations agricoles, les marchés locaux et régionaux des denrées alimentaires et le commerce mondial. Face à la crise, la FAO a lancé, en décembre 2007, l'Initiative sur la flambée des prix des aliments dans le but immédiat d'augmenter rapidement la production au cours des saisons agricoles de 2008 et 2009, essentiellement en favorisant l'accès direct des petits exploitants aux moyens de production.

76. Adoptée lors de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, la Déclaration de Doha sur le financement du développement (résolution 63/239 de

l'Assemblée générale), a invité les pays développés qui ne l'avaient pas encore fait à honorer leurs engagements en faisant des efforts concrets supplémentaires pour atteindre l'objectif spécifique, à savoir consacrer de 0,15 % à 0,20 % de leur PNB à l'APD des pays les moins avancés, conformément au Programme d'action de Bruxelles. La Déclaration a également invité à plusieurs reprises à porter une attention particulière à d'autres besoins des pays les moins avancés, dans le domaine du commerce international en particulier mais également de l'investissement étranger direct et de la dette extérieure.

V. Préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

77. Dans sa résolution 63/227, l'Assemblée générale a décidé de convoquer la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, à un niveau élevé, en 2011. Elle a également décidé de convoquer un comité préparatoire intergouvernemental, qui tiendrait des réunions régionales s'appuyant, au niveau national, sur de vastes préparatifs auxquels seraient associées toutes les parties. L'Assemblée a décidé que le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement coordonnerait les préparatifs de la Conférence, mais elle a également invité les autres organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et les autres organisations internationales et régionales compétentes à fournir l'appui nécessaire à la préparation de la Conférence et à la Conférence elle-même. L'Assemblée a souhaité que les coordonnateurs résidents et les équipes de pays participent pleinement aux préparatifs de la Conférence, en particulier aux niveaux régional et national.

78. Les décisions de l'Assemblée ont permis de progresser sensiblement dans les préparatifs de la Conférence. Le Bureau du Haut-Représentant précité a établi une note d'orientation pour faciliter les préparatifs intergouvernementaux, régionaux et nationaux et assurer la participation active de toutes les parties aux activités préparatoires. La note définit la marche à suivre, les mandats et les activités spécifiques à entreprendre pour préparer la Conférence à l'échelle nationale, régionale et internationale. Elle met également en exergue les difficultés des pays les moins avancés, dont la forte pauvreté, l'absence de diversification, la faiblesse des capacités de production et les menaces que représente l'effet conjugué des crises alimentaire, énergétique et financière. Un plan de mise en œuvre énonce les étapes du processus préparatoire de la Conférence.

79. On s'est particulièrement attaché à ce que les principales parties prenantes, en particulier les organismes des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, prennent bien en main les préparatifs. Ainsi, la note d'orientation et le plan de mise en œuvre ont été présentés à la première réunion du Groupe consultatif interorganisations, convoquée par le Bureau du Haut-Représentant en mars 2008 au Siège des Nations Unies, à New York. Des hauts fonctionnaires de plus de 30 organismes des Nations Unies et d'organisations internationales y ont participé et ont débattu le concept, le fond et l'organisation de la Conférence ainsi que leurs contributions respectives aux préparatifs. La réunion a également parlé de l'organisation, sous l'égide des organismes des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, de manifestations préalables à la Conférence.

80. La réunion interorganisations a servi à lancer, au niveau du système, les préparatifs de la Conférence. Ils visent à ce qu'elle aboutisse à des résultats concrets et opérationnels qui contribueront efficacement à la réalisation des objectifs et cibles convenus sur le plan international pour le développement des pays les moins avancés, y compris ceux de la Déclaration du Millénaire. Les participants à la réunion interorganisations ont approuvé la note d'orientation et le plan de mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010.

81. Des mesures ont été également prises pour les préparatifs nationaux et régionaux. Des orientations générales ont été établies pour aider les pays les moins avancés à organiser des examens nationaux et notamment à élaborer des rapports de pays. Pour l'établissement des examens nationaux, on s'efforce de tirer parti des synergies entre l'examen de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ainsi qu'entre d'autres mécanismes nationaux d'examen, tels que les tables rondes du PNUD ou les groupes consultatifs de la Banque mondiale, etc. Le Bureau du Haut-Représentant engagera des consultations avec le Groupe des Nations Unies pour le développement pour s'assurer que les coordonnateurs résidents des Nations Unies appuient les gouvernements des pays les moins avancés à cet égard. Des consultations sont également engagées entre le Bureau du Haut-Représentant et les commissions régionales au sujet des préparatifs et de l'organisation de deux examens régionaux, l'un pour les pays les moins avancés d'Afrique et Haïti, l'autre pour ceux d'Asie et du Pacifique et le Yémen.

82. Le Bureau du Haut-Représentant a consulté deux pays hôtes potentiels – l'Autriche et la Turquie – sur le lieu de la Conférence et a informé leurs missions permanentes des conditions à remplir pour accueillir une conférence des Nations Unies, qui figurent dans les Directives pour la rédaction des accords à conclure avec un gouvernement hôte (ST/AI/342). En consultation avec les pays hôtes potentiels, le Bureau a voulu préciser ce qu'attendait de la Conférence le Groupe des pays les moins avancés, notamment des engagements politiques de haut niveau et une subvention pour la participation des pays les moins avancés. De plus, le Groupe et son bureau de coordination ont été mis au fait des préparatifs de la Conférence.

VI. Conclusions et recommandations

83. Avant 2008, les pays les moins avancés ont bénéficié d'une période de progrès sans précédent sous l'effet combiné de meilleures politiques nationales de développement, d'un environnement économique international favorable et d'un appui plus solide de la communauté internationale. Malheureusement, les crises mondiales survenues depuis risquent d'anéantir en très peu de temps plusieurs années de gains obtenus de haute lutte. Qui plus est, la récession mondiale n'est pas un phénomène à court terme pour les pays les moins avancés; en perturbant la poursuite de leur croissance, elle va aussi entraver leur développement à long terme. À plus longue échéance, les changements climatiques présentent pour ces pays de sombres perspectives à moins que l'on ne s'y prépare sérieusement.

84. Dans l'immédiat, le premier souci doit être d'atténuer les effets de la récession mondiale sur ces pays. En deuxième lieu, il faudra s'efforcer de renforcer leur capacité de résistance aux secousses provoquées par leur intégration croissante dans

l'économie mondiale qu'exige leur développement. En troisième lieu, les pays les moins avancés doivent, avec l'appui de leurs partenaires de développement, incorporer dans leurs stratégies nationales de développement des mesures qui atténueront les effets prévisibles des changements climatiques.

85. Malgré la légère diminution des prix alimentaires, la faim n'a fait que se répandre. La communauté internationale devrait faire en sorte que des ressources suffisantes soient disponibles pour alimenter les plus vulnérables dans les pays les moins avancés et les autres pays souffrant de pénurie alimentaire.

86. La crise alimentaire mondiale a mis en exergue le manque de nourriture auquel sont confrontés les pays les moins avancés à court terme mais aussi potentiellement à long terme. Avec leurs partenaires de développement, ils doivent mettre en œuvre des mesures à court, moyen et long terme face au problème¹¹,¹², en accordant une attention particulière aux recherches menées dans les variétés de cultures susceptibles de s'adapter aux changements climatiques dans les pays les plus vulnérables.

87. Sans un solide soutien financier extérieur supplémentaire, les pays les moins avancés disposent d'une marge de manœuvre très faible pour atténuer les effets de la récession mondiale sur leurs économies et leurs peuples. En premier lieu, tous les partenaires de développement devraient tenir tous leurs engagements, y compris ceux qu'ils ont pris lors du sommet du G-8 de Gleneagles en 2005, pour accroître leur ADP et s'assurer que ces engagements ne seront pas victimes de pressions budgétaires intérieures. Les pays en développement en mesure de le faire, tels que les pays producteurs de pétrole, devraient envisager de soutenir les pays les moins avancés ou d'accroître l'appui qu'ils leur apportent.

88. En plus de ce financement du développement à long terme, il faut aux pays les moins avancés des fonds supplémentaires pour éviter un marasme immédiat et les souffrances humaines massives qu'il entraînerait. Les partenaires de développement devraient réagir par la mise en œuvre intégrale et rapide des engagements qu'ils ont pris lors des toutes dernières réunions du Groupe des Vingt, du Comité du développement et du Comité monétaire et financier international¹³.

89. La récente série de crises souligne que tant les pays les moins avancés que leurs partenaires de développement doivent accorder, dans les programmes de développement, une plus grande attention aux diverses dimensions de la vulnérabilité des premiers. Dans la plupart des cas, cela exigera la diversification de leurs économies, qui elle-même suppose qu'on investisse dans les infrastructures et les capacités de production. Les gouvernements des deux groupes de pays devraient donc s'efforcer de soutenir l'investissement à long terme dans les infrastructures, sans pour autant cesser de s'appuyer principalement sur le secteur privé pour

¹¹ Se reporter, par exemple, au rapport de l'an dernier du Secrétaire général sur le programme d'action (A/63/77-E/2008/61, par. 81 à 86) et au rapport de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

¹² Le présent rapport a été rédigé avant la dix-septième session de la Commission sur le développement durable qui avait pour thèmes principaux l'Afrique, l'agriculture, la sécheresse et la désertification, la terre et le développement rural. Ses recommandations dans chacun de ces domaines (qui figureront dans le rapport de la session) sont censées contenir des recommandations complémentaires sur la question alimentaire.

¹³ Voir [http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/NewsAndEvents/22157091/FinalCommunique\(E\)042609.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/NewsAndEvents/22157091/FinalCommunique(E)042609.pdf).

dégager et organiser de nouveaux investissements dans des installations de production.

90. Afin d'encourager la diversification économique dans les pays les moins avancés, tous les autres, même en développement, devraient baisser les barrières tarifaires contre leurs exportations tout en réduisant les subventions à leurs propres exportations et à leur production intérieure. Ces autres pays devraient notamment veiller à ce que de telles mesures ne soient pas de celles qu'ils prennent pour lutter contre la crise économique chez eux. Globalement, la meilleure méthode pour parvenir aux objectifs visés serait l'aboutissement heureux, axé sur le développement, des négociations commerciales de Doha sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce.

91. La diversification sera lente et laborieuse : par choix ou par nécessité, de nombreux pays les moins avancés resteront sans doute longtemps très tributaires des produits de base. Il faut que ces pays échappent mieux à l'instabilité des marchés de produits primaires par des arrangements pour amortir les chocs des fluctuations à court terme sur le secteur national des produits de base, sur les recettes d'exportation et celles de l'État, et sur l'économie dans son ensemble.

92. Il est peu probable que de telles mesures élimineront complètement l'effet des chocs dans les produits de base et elles seront inefficaces face aux chocs généralisés tels que la crise économique actuelle. Les pays les moins avancés devraient donc profiter des crises du moment pour jeter les bases de systèmes susceptibles de réduire les effets des secousses futures sur les groupes vulnérables.

93. Le taux élevé de la croissance démographique dans ces pays continue de peser sur leur développement, de diluer leurs réalisations et d'accroître leur vulnérabilité aux chocs, en particulier ceux de la crise alimentaire et des changements climatiques. Les pays les moins avancés devraient accorder une plus grande attention à l'engagement, qu'ils ont pris dans le cadre du Programme d'action de Bruxelles (A/CONF.191/13, chap. II, par. 34), de mettre, au plus tard en 2015, la santé procréative à la portée de toutes les personnes dont l'âge l'exige.

94. Dans l'actuelle négociation d'un nouvel accord international sur les changements climatiques, le principe de la responsabilité commune mais différenciée à l'égard des pays les moins avancés devrait être adopté et appliqué sans réserve.

95. Ces pays devraient poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques, en les concentrant sur les besoins des groupes et écosystèmes les plus vulnérables.

96. Les partenaires de développement, y compris les autres pays en développement, devraient d'urgence se pencher sur un financement accru de projets susceptibles de permettre aux pays les moins avancés de s'adapter aux changements climatiques. Les ressources à cet effet devraient s'ajouter aux courants d'ADP et pourraient provenir de contributions obligatoires basées, par exemple, sur le niveau d'émissions de gaz à effet de serre d'un pays donné.

97. Ces questions devraient être abordées dans le cadre de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui sera déterminante pour permettre aux pays les plus vulnérables de retrouver leur dynamique de développement et donner de l'espoir à nombre des habitants les plus pauvres de la

planète. Pour en faciliter le processus préparatoire, l'Assemblée générale devrait se prononcer sur ceux de ses aspects organisationnels encore à régler, y compris le calendrier des réunions du Comité préparatoire intergouvernemental, et le lieu même de la Conférence.

Annexe

Pays les moins avancés : données statistiques

Note explicative des tableaux

1. Les années séparées par un tiret (comme dans 1995-2000) renvoient normalement à des données basées sur des moyennes dans la période indiquée. Les années séparées par une barre oblique (comme dans 2000/07) renvoient à des données indiquées pour la dernière année disponible dans la période considérée ou, dans le cas d'années antérieures à 2000, à un point médian où les données sont disponibles pour la période indiquée.
2. Les chiffres numériques ont été arrondis et ne correspondent pas nécessairement aux totaux inscrits.
3. .. (deux points) indique que les données ne sont pas disponibles.
4. – (un trait) indique que les montants sont nuls ou négligeables.

Tableau 1

Environnement économique mondial des pays les moins développés, 2000-2008

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Croissance économique (en pourcentage par an, moyenne pondérée)									
Monde	4,0	1,4	1,8	2,7	4	3,2	4	3,8	2,5
Pays développés	3,5	1,1	1,2	1,8	3,2	2,4	2,9	2,5	1,2
Pays en développement, sauf PMA	5,6	2,8	4,3	5,1	7,1	6,8	7,1	7,5	..
Commerce mondial	10,8	-0,9	3	6,4	11	7,1	8,8	6,3	4,4
Cours internationaux des produits de base (indice : 2000 = 100)									
Pétrole	100	87	88	102	134	189	228	252	392
Produits de base autres que le pétrole – indice en dollars	100	96	97	105	126	141	184	207	276
Denrées alimentaires	100	103	102	104	119	127	151	164	247
Boissons tropicales	100	79	89	94	100	126	134	148	186
Huiles végétales et oléagineux	100	94	117	137	155	141	148	226	335
Matières premières agricoles	100	96	94	112	127	132	152	169	216
Minerais et métaux	100	89	87	98	137	173	278	313	365
Exportations de produits manufacturés	100	98	99	108	117	119	123	133	139

Sources : Nations Unies, *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, divers numéros (accessibles à l'adresse www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html); CNUCED, *Bulletin mensuel des prix des produits de base*.

Tableau 2
Pauvreté et faim

	Pourcentage de pauvres dans la population			Insécurité alimentaire									
	Pourcentage de la population disposant de 1,25 dollar par jour ou moins		Estimations nationales	Proportion sous-alimentée de la population		Proportion sous-alimentée de la population (variation du pourcentage)	Crise alimentaire	Accroissement annuel de la population (en pourcentage)	Réfugiés, personnes déplacées ^a		Espérance de vie		
	Estimations internationales	1990/1999		2000/2007	1990/1992				2003/2005	2006	Dans le pays (en milliers) ^b	Hors du pays (en milliers)	À la naissance (années)	Évolution (années)
<i>Pays le moins avancé</i>							*	†					
Afrique													
Angola	..	54	..	66	46	-20			2,9	14,9	187,0	43	2
Bénin	..	47	29	28	19	-9			3,2	8,1	0,4	57	2
Burkina Faso	71	57	46	14	10	-4			3,1	1,1	0,8	52	2
Burundi	86	81	68	44	63	19			4,0	32,0	382,8	50	4
Comores	..	46	..	..	..	..		†	2,5	..	0,1	65	5
Djibouti	5	19	..	..	..	..		†	1,8	7,1	0,7	55	2
Érythrée	..	..	..	67	68	1	*		3,7	7,1	221,0	58	5
Éthiopie	61	39	44	71	46	-25	*		2,6	285,4	89,3	53	4
Gambie	67	34	61	20	30	10		†	2,8	14,9	2,3	59	4
Guinée	93	70	..	19	17	-2	*		2,0	29,3	10,2	56	5
Guinée-Bissau	52	49	66	..	..	..	*		3,1	8,2	1,3	46	2
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..			2,5	..	0,4	52	3
Lesotho	56	43	68	15	15	-	*		0,7	..	<0.05	43	-13
Libéria	..	84	..	..	40	..	*		4,0	10.6 ^c	95,1	46	4
Madagascar	73	68	71	32	37	5		†	2,8	..	0,2	59	4
Malawi	83	74	65	45	29	-16			2,6	9,7	8,3	48	1
Mali	86	51	64	14	11	-3			3,1	11,1	5,1	55	5
Mauritanie	43	21	46	10	8	-2			2,7	30,5	34,1	64	4
Mozambique	81	75	54	59	38	-21		†	2,1	6,9	0,9	42	-4
Niger	78	66	..	38	29	-9		†	3,6	0,3	1,1	57	6
Ouganda	64	52	38	19	15	-4			3,3	1 470,7	24,5	52	7
République centrafricaine	83	62	..	47	43	-4	*		1,8	206,5	99,4	45	-1
République démocratique du Congo	..	59	..	29	76	47	*		3,2	1 495,4	406,7	47	4
République-Unie de Tanzanie	73	89	36	28	35	7		†	2,5	435,9	4,2	53	4
Rwanda	..	77	60	45	40	-5		†	2,5	54.3 ^c	89,2	46	10
Sao Tomé-et-Principe	..	34	..	..	..	..			1,6	..	<0.05	66	2

	Pourcentage de pauvres dans la population			Insécurité alimentaire							Espérance de vie		
	Pourcentage de la population disposant de 1,25 dollar par jour ou moins		Estimations nationales	Proportion sous-alimentée de la population		Proportion sous-alimentée de la population (variation du pourcentage)	Crise alimentaire	Accroissement annuel de la population (en pourcentage)	Réfugiés, personnes déplacées ^a		À la naissance (années)	Évolution (années)	
	Estimations internationales	1990/1999		2000/2007	1990/1992				2003/2005	1990 à 2005			*	†	Dans le pays (en milliers)^{b}	Hors du pays (en milliers)
<i>Pays le moins avancé</i>													
Sénégal	54	53	..	28	26	-2		†	2,6	22,9	16,8	63	3
Sierra Leone	63	..	70	45	47	2			2,8	9,0	36,8	43	3
Somalie	..	..	..	..	..	..	*		3,0	1 309,6	473,8	48	4
Soudan	..	..	..	..	21	..			2,2	5 130,0	542,4	59	3
Tchad	..	62	..	59	39	-20			3,2	472,9	58,4	51	-1
Togo	..	39	..	45	37	-8		†	2,7	1,5	23,8	58	0
Zambie	65	64	68	40	45	5		†	1,9	113,0	0,7	42	2
Asie													
Afghanistan	..	..	..	..	..	..			4,1	153,7	3 074,2	44	2
Bangladesh	59	50	50	36	27	-9			1,8	27,6	17,6	64	5
Bhoutan	..	26	..	..	..	..			1,8	..	112,2	66	7
Cambodge	49	40	35	38	26	-12			1,7	0,4	18,1	60	3
Maldives	..	..	..	..	..	..			1,6	..	<0,05	69	5
Myanmar	..	..	..	44	19	-25			0,9	1 174,6	210,3	62	2
Népal	68	55	31	21	15	-6			2,0	982,5	5,5	64	4
République démocratique populaire lao	49	44	33	27	19	-8			1,7	..	10,2	64	5
Timor-Leste	..	53	..	..	..	..	*		4,4	62,6	<0,05	61	6
Yémen	5	18	42	30	32	2		†	3,0	195,1	1,9	63	5
Pacifique													
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..		†	2,5	..	0,07	64	3
Kiribati	..	..	..	..	..	..			2,2	..	<0,05	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..			0,6	..	<0,05	72	3
Tuvalu	..	..	..	..	..	..			-4,2	..	<0,05	..	..
Vanuatu	..	..	..	..	..	..			2,6	1,0	..	70	4
Amérique latine et Caraïbes													
Haïti	..	55	..	63	58	-5	*		1,6	2,0	32,5	61	4

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 2)

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2009* (Washington), tableau 2.6; et PovcalNet, <http://go.worldbank.org/NT2A1XUWPO> (consulté le 1^{er} mars 2008); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2008* (Rome); Division de la population de l'ONU, *Perspectives démographiques mondiales : la révision de 2006*; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Bulletin annuel de statistiques 2007*, tableaux 1 et 2; et analyse complémentaire fournie par le Groupe d'appui de l'information et de la coordination du HCR sur le terrain.

* « Crise alimentaire » : pays requérant une aide extérieure (FAO, 2008, p. 21).

† Pays gravement affectés par la cherté des produits de base et très exposés au risque de crise alimentaire (FAO, 2008, p. 21).

^a Population du ressort du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, y compris les personnes déplacées dans leur propre pays.

^b Estimations comprenant celles de l'Internal Displacement Monitoring Centre de Genève concernant les personnes déplacées dans leur propre pays.

^c Personnes déplacées dans leur propre pays non déterminées.

Tableau 3
Sélection de flux financiers internationaux en direction et en provenance des pays
les moins avancés, 2000-2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Aide publique au développement (APD) provenant des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)								
Total (en milliards de dollars É.-U.)	..	12,9	15,9	22,5	23,5	26,2	30,0	32,0
Part du CAD dans le revenu national brut (pourcentage)	0,05	0,05	0,06	0,08	0,08	0,08	0,09	0,09
Dépenses des organismes des Nations Unies pour les activités opérationnelles (en millions de dollars É.-U.)	..	..	2,6	3,5	3,9	5,4	5,3	5,9
Service de la dette (part des exportations en pourcentage)	11,6	12,2	9,2	8,5	8,2	7,1	6,7	6,8
Investissements étrangers directs (en milliards de dollars É.-U.)	..	12,9	15,9	22,5	23,5	26,2	30,0	32,0
Envois de fonds des travailleurs	14,6	16,2	20,7	23,7	26,3	28,4	34,1	36,5

Sources : Organisation de coopération économique et de développement, *Rapport sur la coopération pour le développement*, divers numéros; Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (accessibles à <http://mdg.un.org>), d'après des données de la Banque mondiale; Fonds monétaire international, *Statistiques de la balance des paiements*; Analyse statistique exhaustive du financement des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement pour 2007 (A/64/75-E/2009/59).

Tableau 4
Indicateurs des progrès dans les pays les moins avancés, 2000-2008

	2000 ^a	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Croissance économique									
Accroissement annuel de la production (pourcentage) ^a	4,8	6	5,6	5,2	7,2	7,9	7,7	7,8	6,4
Croissance des exportations (en dollars aux prix courants, en pourcentage par an)	25	0	9	17	26	36	24	19	..
Croissance économique par habitant									
Accroissement annuel de la production par habitant (pourcentage)	..	3,4	3,1	2,6	4,6	5,3	5,1	5,3	3,6
Accroissement de la production par habitant excédant 3 %									
Nombre de pays	9	12	10	11	20	19	16	20	16
Pourcentage de la population des PMA	40,0	41,9	30,5	42,9	70,5	73,3	60,0	70,5	61,0
Pays enregistrant un déclin de leur production par habitant									
Nombre de pays	16	12	13	12	8	7	6	11	5
Pourcentage de la population des PMA	24,8	20,0	19,0	27,6	14,3	9,5	5,7	6,7	4,8
Pauvreté									
Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (PPA)	60,4 ^a	..	57,7	..	..	53,4	..	..	..
Indice d'écart de la pauvreté (pourcentage)	24,7 ^a	..	22,8	..	..	19,9	..	..	..
Éducation (pourcentage)									
Taux net de scolarisation dans le primaire – sexe féminin	58,3	60,6	60,0	63,6	73,2	70,6	73,3	74,0	..
Taux net de scolarisation dans le primaire – sexe masculin	61,0	63,4	67,4	70,5	73,2	75,9	78,0	78,0	..
Taux d'achèvement des études primaires – sexe féminin	40,7	42,1	44,5	46,0	47,5	50,0	52,2	55,0	..
Taux d'achèvement des études primaires – sexe masculin	49,0	50,6	52,8	54,6	56,0	58,6	59,7	63,0	..
Taux brut de scolarisation secondaire – sexe féminin	23,6	24,6	25,9	26,2	27	..	..	..	..
Taux brut de scolarisation secondaire – sexe masculin	29	30,6	31,9	32,4	33,4	..	..	..	..
Taux brut de scolarisation dans le tertiaire – sexe féminin	2,9	3	3	3,1	3,2	..	..	..	..
Taux brut de scolarisation dans le tertiaire – sexe masculin	4,4	4,8	4,8	5	5	..	..	..	..

Sources : Nations Unies, *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, divers numéros (accessibles à www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html); Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (accessibles à <http://mdgs.un.org>), d'après des données de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

^a Les données se réfèrent à 1999.

Tableau 5

A. Accès à l'enseignement primaire pour tous et égalité des sexes dans l'enseignement

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Taux net de scolarisation dans le primaire (pourcentage net)</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le primaire</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le secondaire</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le tertiaire</i>		
	1991	2000	2007	1991	2000	2007	1991	2000	2007	1991	2000	2007
Afrique												
Angola	50	..	..	0,9	..	0,9	..	0,8	..	..	..	..
Bénin	41	52	..	0,5	0,7	..	0,4	0,5	..	0,2	0,3	..
Burkina Faso	25	36	53	0,6	0,7	0,8	0,5	0,7	0,7	0,3	0,3	0,5
Burundi	53	43	81	0,8	0,8	0,9	0,6	..	0,7	0,4	0,4	0,5
Comores	59	55	..	0,7	0,9	..	0,6	0,8	..	..	0,7	..
Djibouti	28	27	42	0,7	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	..	0,9	0,7
Érythrée	14	38	42	1,0	0,8	0,8	..	0,7	0,7	..	0,2	..
Éthiopie	22	38	72	0,7	0,6	0,9	0,8	0,7	0,7	0,2	0,3	0,3
Gambie	45	70	71	0,7	0,9	1,1	0,5	0,7	0,9	..	0,3	..
Guinée	28	48	75	0,5	0,7	0,9	0,3	0,4	0,6	0,1	..	..
Guinée-Bissau	38	45	..	0,5	0,7	..	..	0,5	..	..	0,2	..
Guinée équatoriale	97	91	69	1,0	1,0	0,9	..	0,6	..	0,1	0,4	..
Lesotho	73	78	..	1,2	1,0	..	1,4	1,3	..	1,3	1,5	..
Libéria	..	66	..	..	0,7	..	..	0,7	..	..	0,8	..
Madagascar	65	65	99	1,0	1,0	1,0	1,0	..	1,0	0,8	0,9	0,9
Malawi	49	..	88	0,8	1,0	1,0	0,5	0,8	0,8	0,3	0,4	0,5
Mali	29	..	63	0,6	0,7	0,8	0,5	0,5	0,6	0,2	0,5	..
Mauritanie	37	65	81	0,8	1,0	1,1	0,5	0,8	0,9	0,2	..	..
Mozambique	42	56	70	0,7	0,8	0,9	0,6	0,6	0,7	..	..	..
Niger	26	27	45	0,6	0,7	0,7	0,4	0,6	0,6	..	..	0,3
Ouganda	..	..	95	0,8	0,9	1,0	0,6	0,8	0,8	0,4	0,5	..
République centrafricaine	52	..	54	0,6	..	0,7	0,4	..	..	0,1	0,2	..
République démocratique du Congo	54	..	..	0,7	..	0,8	..	..	0,5	..	..	0,3
République-Unie de Tanzanie	52	53	..	1,0	1,0	1,0	0,8	..	..	0,2	..	0,5
Rwanda	68	..	94	0,9	1,0	1,0	0,7	0,9	0,9	..	0,4	..
Sao Tomé-et-Principe	..	..	99	..	..	1,0	..	..	1,1	..	..	..
Sénégal	47	57	73	0,7	0,9	1,0	0,5	0,7	0,8	..	..	0,5
Sierra Leone	43	..	..	0,7	..	0,9	0,6	..	0,7	..	..	..
Somalie	9	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	41	44	..	0,8	0,9	0,9	0,8	..	0,9	0,9	0,9	..
Tchad	33	53	..	0,4	0,6	0,7	0,2	0,3	0,4	..	0,2	..

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Taux net de scolarisation dans le primaire (pourcentage net)</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le primaire</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le secondaire</i>			<i>Rapport filles/garçons dans le tertiaire</i>		
	1991	2000	2007	1991	2000	2007	1991	2000	2007	1991	2000	2007
Togo	64	78	79	0,7	0,8	0,9	0,3	0,4	0,5	0,2	..	..
Zambie	..	68	95	..	0,9	1,0	..	0,8	0,9	..	0,5	..
Asie												
Afghanistan	..	..	..	0,6	..	0,6	0,5	..	0,4	..	..	..
Bangladesh	..	..	..	..	..	1,1	..	1,0	1,1	..	0,5	0,6
Bhoutan	..	59	..	..	0,9	..	..	0,8	..	..	0,5	0,5
Cambodge	75	87	89	0,8	0,9	0,9	0,4	0,5	0,8	..	0,3	0,6
Maldives	..	99	97	..	1,0	1,0	..	1,1	..	..	..	..
Myanmar	99	..	..	1,0	..	..	1,0	..	..	..	..	..
Népal	..	73	76	0,6	0,8	1,0	0,5	0,7	0,9	0,3	0,4	..
République démocratique populaire lao	62	77	86	0,8	0,9	0,9	0,6	0,7	0,8	..	0,5	0,7
Timor-Leste	..	..	63	..	..	0,9	..	..	..	..	..	..
Yémen	49	59	..	..	0,6	..	..	0,4	..	..	0,3	..
Pacifique												
Îles Salomon	..	..	..	0,9	0,9	..	0,6	0,8	..	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	1,0	..	..	1,6	..	..	..	..
Samoa	..	92	..	1,0	1,0	1,0	2,0	1,1	..	..	0,9	..
Tuvalu	..	..	..	..	1,0	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	95	88	1,0	1,0	1,0	0,8	1,1	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes												
Haiti	22	..	..	1,0	..	..	0,9	..	..	..	..	..

B. Alphabétisation des adultes

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Alphabétisation des adultes de plus de 15 ans (pourcentage d'alphabétisés)</i>									<i>Évolution des écarts entre les hommes et les femmes (en pourcentage) 1985/94-2007</i>	<i>Évolution du taux d'alphabétisation des adultes (en pourcentage) 1985/94-2007</i>
	<i>1985/1994</i>			<i>1995/2004</i>			<i>2005/2007</i>				
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>		
Afrique											
Angola	..	..	..	54	83	67	..	..	..	..	..
Bénin	17	40	27	23	48	35	28	53	41	2	13
Burkina Faso	8	20	14	15	29	22	22	37	29	4	15
Burundi	28	48	37	52	67	59	..	..	..	..	..
Comores	..	..	12	18	39	28	21	43	32	..	20
Djibouti	56	70	63	67	78	72	70	80	75	-4	12
Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	..	..	..	40	65	53	53	76	64	..	..
Gambie	19	36	27	23	50	36	23	50	36	10	9
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	..	..	..	18	43	29	..	..	..	..	..
Lesotho	..	..	..	80	93	87	..	..	..	..	..
Libéria	..	..	..	90	74	82	..	..	..	..	..
Madagascar	30	52	41	46	58	52	51	60	56	-13	15
Malawi	..	..	..	65	77	71	..	..	..	..	..
Mali	34	65	49	54	75	64	65	79	72	-17	23
Mauritanie	..	..	..	16	33	24	18	35	26	..	..
Mozambique	..	..	..	43	60	51	48	63	56	..	..
Niger	..	..	..	25	55	39	33	57	44	..	..
Ouganda	17	49	33	35	63	49	44	70	57	-5	24
République centrafricaine	20	48	34	33	65	49	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	54	81	67	..	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	48	71	59	62	78	69	66	79	72	-10	13
Rwanda	..	..	58	60	71	65	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	62	85	73	78	92	85	83	93	88	-13	15
Sénégal	18	37	27	29	51	39	33	52	42	-	15
Sierra Leone	..	..	..	24	47	35	27	50	38	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	..	..	52	71	61	..	..	..	..	..

<i>Pays le moins avancé</i>	Alphabétisation des adultes de plus de 15 ans (pourcentage d'alphabétisés)									Évolution des écarts entre les hommes et les femmes (en pourcentage) 1985/94-2007	Évolution du taux d'alphabétisation des adultes (en pourcentage) 1985/94-2007
	1985/1994			1995/2004			2005/2007				
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total		
Tchad	..	..	..	38	69	53	..	..	..	..	..
Togo	45	68	56	59	78	68	66	82	74	-7	17
Zambie	57	73	65	62	81	69	61	81	71	4	6
Asie											
Afghanistan	..	..	..	13	43	28	..	..	..	..	..
Bangladesh	26	44	35	41	54	47	48	59	53	-8	18
Bhoutan	..	..	..	..	..	..	39	65	53	..	..
Cambodge	..	..	..	64	85	74	68	86	76	..	..
Maldives	96	96	96	96	96	96	97	97	97	-	1
Myanmar	..	..	..	86	94	90	..	..	..	..	..
Népal	17	49	33	35	63	49	44	70	57	-5	24
République démocratique populaire lao	..	..	..	61	77	69	63	82	73	..	..
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	17	57	37	35	73	54	40	77	59	-3	22
Pacifique											
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa	97	98	98	98	99	99	98	99	99	-	1
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	63	68	66	73	78	75	76	80	78	-2	13
Amérique latine et Caraïbes											
Haïti	46	47	46	53	57	55	64	60	62	-5	16

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Rapport mondial de suivi sur l'EPT (l'éducation pour tous), 2009, *Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance* (Paris, 2008), tableaux annexes 5, 8, 9A et 12, et données actualisées fournies le 20 avril 2009 par l'Institut de la statistique de l'UNESCO (Montréal).

Tableau 6
Santé infanto-juvénile

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000)</i>			<i>Taux de mortalité infantile (pour 1 000)</i>			<i>Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre</i>		<i>Enfants de moins de 6 ans exclusivement nourris au sein (pourcentage)</i>	<i>Enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou aiguë (pourcentage)</i>
							<i>La rougeole</i>	<i>La diphtérie, la coqueluche et le tétanos</i>		
	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2007</i>	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2007</i>	<i>2007</i>	<i>2007</i>	<i>2000/2007</i>	<i>2000/2007</i>
Afrique										
Angola	258	191	158	150	126	116	88	83	11	31
Bénin	184	144	123	111	89	78	61	67	43	23
Burkina Faso	206	190	191	112	104	104	94	99	7	37
Burundi	189	184	180	113	110	108	75	74	45	39
Comores	120	84	66	88	62	49	65	75	21	25
Djibouti	175	147	127	116	97	84	74	88	1	29
Érythrée	147	97	70	88	61	46	95	97	52	40
Éthiopie	204	150	119	122	92	75	65	73	49	38
Gambie	153	131	109	104	93	82	85	90	41	20
Guinée	231	185	150	137	111	93	71	75	27	26
Guinée-Bissau	240	218	198	142	129	118	76	63	16	19
Guinée équatoriale	170	200	206	103	120	124	51	33	24	19
Lesotho	102	107	84	81	84	68	85	83	36	20
Libéria	205	164	133	138	113	93	95	88	35	26
Madagascar	168	137	112	103	84	70	81	82	67	42
Malawi	209	170	111	124	103	71	83	87	57	21
Mali	250	217	196	148	129	117	68	68	38	32
Mauritanie	130	122	119	81	77	75	67	75	20	32
Mozambique	201	184	168	135	125	115	77	72	30	24
Niger	304	230	176	143	109	83	47	39	9	44
Ouganda	175	149	130	106	92	82	68	64	60	20
République centrafricaine	171	186	172	113	120	113	62	54	23	29
République démocratique du Congo	200	179	161	127	116	108	79	87	36	31
République-Unie de Tanzanie	157	143	116	96	89	73	90	83	41	22
Rwanda	195	189	181	117	113	109	99	97	88	23
Sao Tomé-et-Principe	101	100	99	65	64	64	86	97	60	9
Sénégal	149	133	114	72	66	59	84	94	34	17

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000)</i>			<i>Taux de mortalité infantile (pour 1 000)</i>			<i>Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre</i>		<i>Enfants de moins de 6 ans exclusivement nourris au sein (pourcentage)</i>	<i>Enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou aiguë (pourcentage)</i>
							<i>La rougeole</i>	<i>La diphtérie, la coqueluche et le tétanos</i>		
	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2007</i>	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2007</i>	<i>2007</i>	<i>2007</i>	<i>2000/2007</i>	<i>2000/2007</i>
Sierra Leone	290	274	262	169	161	155	67	64	8	30
Somalie	203	164	142	121	100	88	34	39	9	36
Soudan	125	115	109	79	73	69	79	84	16	41
Tchad	201	205	209	120	122	124	23	20	2	37
Togo	150	122	100	89	76	65	80	88	28	26
Zambie	163	178	170	99	108	103	85	80	61	19
Asie										
Afghanistan	260	257	257	168	165	165	70	83	–	39
Bangladesh	151	91	61	105	66	47	88	90	37	46
Bhoutan	148	106	84	91	68	56	95	95	–	19
Cambodge	119	107	91	87	80	70	79	82	60	36
Maldives	111	55	30	79	43	26	97	98	10	30
Myanmar	130	110	103	91	78	74	81	86	15	32
Népal	142	85	55	99	63	43	81	82	53	45
République démocratique populaire lao	163	101	70	120	77	56	40	50	23	37
Timor-Leste	184	129	97	138	100	77	63	70	31	49
Yémen	127	98	73	90	71	55	74	87	–	46
Pacifique										
Îles Salomon	121	88	70	86	65	53	78	79	65	21
Kiribati	88	70	63	65	52	46	93	94	80	13
Samoa	50	34	27	40	28	22	63	71	–	–
Tuvalu	53	43	37	42	35	30	95	97	–	–
Vanuatu	62	48	34	48	38	28	65	76	50	–
Amérique latine et Caraïbes										
Haïti	152	109	76	105	78	57	58	53	41	22
Pays les moins avancés	130	112	64	47	76	79	37	25		

Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2009, Santé maternelle et néonatale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.09.XX.1), tableaux 1 à 3.

Tableau 7
Services de soins de santé et de santé procréatrice

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Accouchements assistés par du personnel qualifié (pourcentage)</i>	<i>Femmes ayant effectué au moins une visite anténatale (pourcentage)</i>	<i>Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)</i>		<i>Contraception chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, toutes méthodes confondues (pourcentage)</i>	
	2000/2006	2000/2006	2000/2006 déclaré ^a	2005 révisé ^b	1990/1995	2000/2006
Afrique						
Angola	47	80	..	1 400	6,2	..
Bénin	74	84	400	840	18,6	17
Burkina Faso	54	85	480	700	11,9	..
Burundi	34	92	620	1 100	15,7	..
Comores	62	75	380	400	25,7	..
Djibouti	61	92	74	650	..	17,8
Érythrée	28	70	1 000	450	..	..
Éthiopie	6	28	670	720	8,1	14,7
Gambie	57	98	730	690	17,5	..
Guinée	38	82	980	910	6,2	9,1
Guinée-Bissau	39	78	410	1 100	7,6	10,3
Guinée équatoriale	65	86	..	680	..	..
Lesotho	55	90	760	960	40,6	..
Libéria	51	85	580	1 200	..	..
Madagascar	51	80	470	510	18,8	..
Malawi	54	92	810	1 100	30,6	41,7
Mali	45	70	460	970	8,1	8,2
Mauritanie	57	64	750	820	8	..
Mozambique	48	85	410	520	..	..
Niger	33	46	650	1 800	14	11,2
Ouganda	42	94	440	550	22,8	23,7
République centrafricaine	53	69	540	980	27,9	19
République démocratique du Congo	74	85	1 300	1 100	31,4	20,6
République-Unie de Tanzanie	43	78	580	950	25,4	26,4
Rwanda	39	94	750	1 300	13,2	17,4
Sao Tomé-et-Principe	81	97	150	..	29,3	..
Sénégal	52	87	400	980	10,5	11,8
Sierra Leone	43	81	1 800	2 100	4,3	5,3
Somalie	33	26	1 000	1 400	7,9	14,6
Soudan	87	60	550	450	7	7,6
Tchad	14	39	1 100	1 500	7,9	..
Togo	62	84	480	510	25,7	16,8
Zambie	43	93	730	830	22	..
Asie						
Afghanistan	14	16	1 600	1 800	4,8	18,6
Bangladesh	18	51	320	570	53,8	..
Bhoutan	56	88	260	440	30,7	..
Cambodge	44	69	470	540	23,8	40

	Accouchements assistés par du personnel qualifié (pourcentage)	Femmes ayant effectué au moins une visite anténatale (pourcentage)	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)		Contraception chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, toutes méthodes confondues (pourcentage)	
			2000/2006 déclaré ^a	2005 révisé ^b	1990/1995	2000/2006
<i>Pays le moins avancé</i>						
République démocratique populaire lao	19	27	410	660	32,2	..
Maldives	84	81	140	120	42	..
Myanmar	57	76	320	380	37	..
Népal	19	44	280	830	39,3	48
Timor-Leste	18	61	..	380	..	..
Yémen	36	41	370	430	..	..
Pacifique						
Kiribati	85	88	56	..	36,1	..
Îles Salomon	85	..	140	220	..	..
Samoa	100	..	29	..	..	..
Tuvalu	100	..	..	..	..	..
Vanuatu	88	..	68	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes						
Haiti	26	85	630	670	28,1	32
Pays les moins avancés	39	64		870		29

Sources : Division de la population de l'ONU, *World Contraceptive Use 2007* (New York, 2008); et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2009 : santé maternelle et néonatale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.09.XX.1), tableau 8.

^a Données nationales pour l'année la plus récente de la période 2000-2006.

^b Données comparables au niveau international, recueillies par l' UNICEF.

Tableau 8
Prévalence et prévention du VIH/sida

	Taux de prévalence du VIH chez les adultes de 15 à 49 ans		Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque (en pourcentage)				Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (en pourcentage)	Pourcentage de la population de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du sida 2002/2007		Orphelins du sida (dont un des parents ou les deux sont morts du VIH/sida) (en milliers)	Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins
			1995/2001		2002/2006			2002/2007			
	Pays le moins avancé	2005	2007	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	2000/2007	Femmes	Hommes	2007
Afrique											
Angola	1,6	2,1	..	..	..	..	5	..	..	50	90
Bénin	1,3	1,2	9	34	28	45	7	16	35	29	90
Burkina Faso	2,1	1,6	41	55	64	67	15	19	..	100	61
Burundi	3,5	2,0	..	..	25	..	3	30	..	120	85
Comores	<0,1	<0,1	..	..	..	..	3	10	..	<0,1	..
Djibouti	3,1	3,1	..	..	26	50	1	18	..	5	..
Érythrée	1,2	1,3	..	..	..	..	8	37	..	18	83
Éthiopie	2,4	2,1	17	30	28	50	1	20	33	650	90
Gambie	0,9	0,9	..	..	54	..	3	39	..	3	87
Guinée	1,2	1,6	17	32	26	37	12	17	23	25	73
Guinée-Bissau	1,8	1,8	..	..	39	..	7	18	..	6	97
Guinée équatoriale	3,7	3,4	..	..	..	..	..	4	..	5	95
Lesotho	23,9	23,2	..	..	53	53	13	26	18	110	95
Libéria	1,4	1,7	..	..	..	..	..	21	27	15	..
Madagascar	0,1	0,1	..	..	5	12	4	19	16	3	75
Malawi	13,3	11,9	32	38	40	40	4	42	42	550	97
Mali	1,5	1,5	14	31	17	17	5	18	22	44	87
Mauritanie	0,7	0,8	..	..	..	..	10	..	..	3	..
Mozambique	10,3	12,5	..	..	29	33	7	20	33	400	80
Niger	0,7	0,8	7	30	18	37	–	13	16	25	67
Ouganda	7,9	5,4	25	42	53	55	7	32	38	1 200	96
République centrafricaine	6,4	6,3	..	..	41	..	18	17	27	72	96
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	17	15	21	..	77
République-Unie de Tanzanie	7,0	6,2	18	31	34	46	8	45	40	970	102
Rwanda	4,3	2,8	23	55	26	40	5	51	54	220	82
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	56	..	–	44	..	..	..
Sénégal	0,4	1,0	..	..	36	52	13	19	24	8	83

Pays le moins avancé	Taux de prévalence du VIH chez les adultes de 15 à 49 ans		Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque (en pourcentage)				Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (en pourcentage)	Pourcentage de la population de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du sida 2002/2007		Orphelins du sida (dont un des parents ou les deux sont morts du VIH/sida) (en milliers)	Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins
			1995/2001		2002/2006			2000/2007	Femmes Hommes		
	2005	2007	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	2007			2002/2007	
Sierra Leone	1,3	1,7	..	..	20	..	2	17	..	16	83
Somalie	0,5	0,5	..	..	..	..	–	4	..	9	78
Soudan	1,4	1,4	..	..	..	..	4	..	..	..	96
Tchad	3,4	3,5	..	..	17	25	14	8	20	85	105
Togo	3,6	3,3	22	41	50	..	23	28	..	68	94
Zambie	15,4	15,2	20	39	26	38	11	34	37	600	103
Asie											
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	12	..	..	..	..
Bangladesh	..	..	..	..	..	..	7	16	..	..	84
Bhoutan	..	0,1	..	..	..	..	–	..	..	..	..
Cambodge	1,5	0,8	..	..	..	84	7	50	45	..	83
Maldives	..	..	..	..	..	..	23	..	..	..	..
Myanmar	0,9	0,7	..	..	..	..	1	..	..	..	..
Népal	0,5	0,5	..	..	..	78	10	28	44	..	..
République démocratique populaire lao	<0,1	0,2	..	..	..	..	2	..	..	..	..
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	–	..	..	..	..
Yémen	..	..	..	..	..	..	2	..	..	..	..
Pacifique											
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes											
Haiti	2,2	2,2	19	30	29	43	17	34	40	..	86
Pays les moins avancés	2	2			29	45		23	32		86

Sources : ONUSIDA, *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida, 2008* (Genève, 2008), et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2009 : santé maternelle et néonatale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.09.XX.1), tableau 4.

Tableau 9
Prévalence, létalité, prévention et traitement du paludisme et de la tuberculose

	Paludisme					Tuberculose							
	Pays les plus touchés	Cas estimés pour 1 000 habitants	Décès estimés pour 100 000 habitants	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans		Pays les plus touchés	Cas estimés pour 100 000 habitants	Décès estimés pour 100 000 habitants	Traitement de brève durée sous surveillance directe ^a				
				Dormant avec des moustiquaires imprégnés d'insecticide	Fiévreux et traités aux antipaludéens				Population couverte (pourcentage)	Cas détectés (pourcentage)	Cas traités avec succès (pourcentage)		
				2003-2007	2003-2007				2008	2000	2007	2000	2007
<i>Pays les moins avancés</i>	2008	2007	2007	2003-2007	2003-2007	2008	2000	2007	2000	2007	2007	2007	2006-2007
Afrique													
Angola	x	215	128	18	29		530	294	57	22	63	80	18
Bénin		370	146	20	54		128	135	12	12	..	..	..
Burkina Faso	x	434	178	10	48		338	403	34	41	100	11	73
Burundi		278	94	8	30		455	647	46	68	100	20	83
Comores		251	36	9	63		112	83	8	6	..	..	..
Djibouti		47	14	1	10		761	1 104	70	91	100	45	78
Érythrée		4	2	4	4		114	134	12	13	93	76	90
Éthiopie	x	153	51	33	10	x	486	579	53	64	95	40	84
Gambie		282	106	49	63		491	404	53	43	100	42	58
Guinée		410	164	1	44		332	448	35	46	60	34	75
Guinée-Bissau		367	180	39	46		273	319	30	30	..	..	..
Guinée équatoriale		390	220	1	49		274	469	22	48	..	..	..
Lesotho		..	..	..	..		356	568	16	37	100	17	66
Libéria		408	171	..	59		435	398	46	41	..	..	..
Madagascar	x	34	12	–	34		359	417	39	45	100	42	78
Malawi	x	334	95	25	25		362	305	23	21	100	49	78
Mali	x	361	201	27	32		571	599	61	63	100	13	76
Mauritanie		184	85	..	21		619	559	67	60	82	28	41
Mozambique	x	354	92	..	15	x	499	504	47	45	100	39	83
Niger	x	419	229	7	33		278	292	30	31	100	35	77
Ouganda	x	355	145	10	61	x	364	337	30	29	100	39	70
République centrafricaine		369	100	15	57		485	425	47	38	..	..	..
République démocratique du Congo	x	389	158	6	30	x	592	666	65	72	100	39	86
République-Unie de Tanzanie	x	292	98	16	58	x	391	426	34	41	100	48	85
Rwanda		344	59	13	12		442	590	39	57	100	19	86
Sao Tomé-et-Principe		67	19	42	25		272	240	30	26	–	..	..

	Paludisme					Tuberculose								
	Pays les plus touchés	Cas estimés pour 1 000 habitants	Décès estimés pour 100 000 habitants	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans		Pays les plus touchés	Cas estimés pour 100 000 habitants		Décès estimés pour 100 000 habitants		Traitement de brève durée sous surveillance directe ^a			
				Dormant avec des moustiquaires imprégnés d'insecticide	Fiévreux et traités aux antipaludéens		2008	2000	2007	2000	2007	Population couverte (pourcentage)	Cas détectés (pourcentage)	Cas traités avec succès (pourcentage)
				2003-2007	2003-2007		2008	2000	2007	2000	2007	2007	2007	2006-2007
<i>Pays les moins avancés</i>	2008	2007	2007	2003-2007	2003-2007	2008	2000	2007	2000	2007	2007	2007	2006-2007	
Sénégal	x	121	80	16	22		420	468	45	49	100	29	76	
Sierra Leone		396	154	5	52		675	941	71	98	100	27	87	
Somalie		72	41	11	8		414	352	67	55	100	49	89	
Soudan	x	133	85	–	50		375	402	53	59	91	29	82	
Tchad	x	399	173	1	53		420	497	43	51	33	18	54	
Togo		325	113	38	48		656	750	66	76	100	8	67	
Zambie	x	313	121	29	38		658	387	47	25	100	74	85	
Asie														
Afghanistan		22	–	..	..	x	346	238	41	30	97	61	84
Bangladesh	x	19	4	..	..	x	500	387	58	44	100	41	92
Bhoutan		24	3	..	..		515	363	60	43	100	59	89
Cambodge	x	18	4	4	–	x	758	664	83	77	100	49	93	
Maldives		..	..	..	..		96	48	7	4	100	88	91
Myanmar	x	87	19	..	..	x	267	162	32	11	95	149	84
Népal		1	–	..	–		312	240	28	22	100	63	88	
République démocratique populaire lao		4	1	18	9		344	289	27	22	100	43	92	
Timor-Leste		475	93	8	47		644	378	70	47	100	87	79	
Yémen		12	4	..	..		164	130	12	10	100	30	83
Pacifique														
Îles Salomon		218	30	..	..		300	180	33	21	100	61	90
Kiribati		..	..	..	..		546	423	62	49	100	95	90
Samoa		..	..	..	..		27	25	3	3	..	..	..
Tuvalu		..	..	..	..		422	203	40	17	100	97	75
Vanuatu		134	13	..	..		143	102	16	12	83	70	90
Amérique latine et Caraïbes														
Haïti		17	8	..	5		403	366	53	47	70	45	82	

Sources : Organisation mondiale de la Santé, *Rapport mondial sur le paludisme 2008* (Genève, 2008); Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2009 : santé maternelle et néonatale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.09.XX.1), tableau 3; et Organisation mondiale de la Santé, *Global Tuberculosis Control 2009: epidemiology, strategy, financing* (Genève, 2009).

^a Stratégie internationale recommandée pour la lutte contre la tuberculose.

Tableau 10
Croissance économique et formation du capital fixe

	Produit intérieur brut									Population		
	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)			PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars actuels des États-Unis	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB		Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB		Total (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel
	1995-2000	2000-2005	2007	2000	2007	2007	2000	2007	2000	2007	2007	2007
<i>Pays le moins avancé</i>												
Afrique												
Pays exportateurs de pétrole												
Angola	6,1	10,3	21,1	839	1 612	3 068	20,8	19,6	9,6	-2,9	17	2,8
Guinée équatoriale	33,9	26,6	12,4	2 026	5953	19 998	242,5	164,6	9,5	17,0	1	2,2
Soudan	9,4	9,1	10,5	964	1 554	1 443	10,5	34,5	3,0	4,4	39	2,3
Tchad	2,7	15,0	0,6	257	419	692	8,7	22,0	8,3	8,1	11	3,0
Total partiel (pays exportateurs de pétrole)	8,4	10,1	12,9	834	1 419	1 877	17,7	34,0	6,0	2,6	68	
Pays non exportateurs de pétrole												
Bénin	4,8	4,1	6,0	397	429	618	16,4	18,1	2,5	0,9	9	3,1
Burkina Faso	6,5	6,4	6,7	436	542	483	12,6	14,0	0,9	8,4	15	3,0
Burundi	-1,2	2,1	5,5	145	140	118	7,5	27,0	1,6	-	9	4,1
Comores	1,4	2,8	-3,1	399	372	556	10,0	7,4	-	0,2	1	2,6
Djibouti	0,4	2,8	4,8	707	780	1 002	8,7	38,5	0,6	23,4	1	1,7
Érythrée	1,1	2,6	1,3	372	322	271	20,0	21,9	3,9	-0,2	5	3,4
Éthiopie	4,6	5,6	11,2	208	280	201	8,5	8,1	1,7	1,5	83	2,6
Gambie	3,9	3,8	4,8	333	356	377	17,6	28,1	10,3	9,9	2	2,8
Guinée	4,5	3,0	1,5	512	539	452	13,0	10,1	0,3	2,6	9	2,1
Guinée-Bissau	-0,2	-0,2	3,7	193	167	211	12,8	11,7	0,3	2,0	2	3,0
Lesotho	3,1	2,9	4,9	463	563	797	51,5	38,8	3,7	6,6	2	0,7
Libéria	35,1	-4,6	9,3	157	119	195	7,9	15,6	3,7	5,8	4	4,8
Madagascar	3,8	2,3	6,3	226	232	377	16,0	27,7	2,1	13,4	20	2,7
Malawi	4,2	2,7	7,4	271	299	257	18,9	17,8	1,6	1,5	14	2,6
Mali	4,5	6,4	2,5	374	446	554	16,2	17,3	3,1	5,3	12	3,1
Mauritanie	2,6	4,3	0,9	550	625	874	22,3	21,2	3,7	5,6	3	2,6
Mozambique	7,9	8,8	7,0	275	412	362	26,5	17,0	3,2	5,5	21	2,0
Niger	2,9	5,4	3,1	269	296	289	7,6	12,7	0,5	0,7	14	3,6
Ouganda	6,5	5,6	6,5	290	346	403	12,9	20,9	3,2	3,0	31	3,3

	Produit intérieur brut									Population		
	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)			PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars actuels des États-Unis	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB		Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB		Total (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel
	1995-2000	2000-2005	2007	2000	2007	2007	2000	2007	2000	2007	2007	2007
<i>Pays le moins avancé</i>												
République centrafricaine	2,3	-0,8	4,2	453	421	394	11,0	10,9	0,1	1,6	4	1,8
République démocratique du Congo	-3,9	4,0	6,5	102	112	151	16,1	10,2	0,4	7,6	63	3,3
République-Unie de Tanzanie	4,1	6,8	7,3	192	254	368	18,7	16,1	2,3	4,0	40	2,5
Rwanda	10,2	5,7	6,0	324	401	354	15,4	21,0	0,5	2,0	10	2,8
Sao Tomé-et-Principe	1,7	6,4	6,4	1 000	1 367	912	37,9	67,1	5,0	24,6	16	1,9
Sénégal	4,8	4,7	5,0	812	915	908	21,0	28,2	1,3	0,7	12	2,5
Sierra Leone	-10,1	12,9	6,5	94	153	330	8,0	4,6	4,2	4,2	6	2,1
Somalie	2,1	2,9	2,7	108	106	291	19,6	19,7	-	5,6	7	3,0
Togo	2,1	1,2	2,9	363	332	386	9,5	8,2	3,2	2,7	7	2,7
Zambie	2,7	4,8	5,8	383	476	974	21,3	81,5	3,8	8,5	12	1,9
Total partiel (pays non exportateurs de pétrole)	3,9	5,0	6,4	263	312	309	15,6	19,0	2,0	4,6	2 441	
Total partiel (Afrique)	5,3	6,8	9,1	343	464	525	16,3	25,0	3,1	3,7	502	
Asie												
Afghanistan	-3,5	20,1	12,4	131	302	345	12,9	21,0	-	3,1	27	4,1
Bangladesh	5,2	5,4	6,5	350	455	428	24,4	28,5	1,3	1,0	159	1,7
Bhoutan	6,8	7,6	22,5	834	1357	1982	55,4	59,7	-	6,0	0,7	1,4
Cambodge	7,1	9,3	10,2	212	358	598	21,3	25,0	4,1	10,0	14	1,7
Maldives	8,3	4,8	7,8	1 630	2 451	3 454	28,5	58,1	2,1	1,4	0,3	2,0
Myanmar	8,3	12,9	5,5	223	457	379	25,9	38,1	2,9	2,3	49	0,9
Népal	4,8	2,9	2,5	273	287	419	19,2	20,4	-	-	28	2,0
République démocratique populaire lao	6,2	6,3	8,0	305	432	711	10,4	39,7	2,0	7,8	6	1,7
Timor-Leste	-3,7	0,9	16,7	239	200	393	26,5	28,1	..	0,3	1	3,7
Yémen	8,2	4,2	3,1	376	399	967	18,9	25,4	0,1	2,1	22	3,0
Total partiel	5,5	7,0	6,5	301	420	471	23,1	29,0	1,3	2,2	2 314	
Pacifique												
Kiribati	9,2	1,3	2,2	536		762	46,7	73,9	37,7	15,8	..	..
Îles Salomon	-2,6	1,5	6,4	557	567	978	18,2	18,9	0,4	8,8	0,5	2,5
Samoa	4,1	4,3	4,4	814	1 021	2 750	13,9	8,9	-0,7	3,2	0,2	1,1

	Produit intérieur brut										Population	
	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)			PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars actuels des États-Unis	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB		Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB		Total (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel
	1995-2000	2000-2005	2007	2000	2007	2007	2000	2007	2000	2007	2007	2007
<i>Pays le moins avancé</i>												
Tuvalu	1,8	7,2	–	1 200	..	2 811	58,3	64,7	-7,5	5,9	..	..
Vanuatu	3,1	0,9	4,9	1 174	1 142	1 995	34,1	32,6	8,3	7,5	0,2	2,3
Total partiel	1,3	2,1	5,0	748	872	1 595	25,3	25,0	4,2	6,8	0,9	
Amérique latine et Caraïbes												
Haïti	2,1	-0,5	3,2	275	252	612	16,7	23,2	0,4	1,3	10	1,6
Total	5,3	6,8	8,1	326	445	505	16,0	27,0	2,2	3,1	2 827	2,4

Sources : Division de statistique de l'ONU, *National Accounts Main Aggregates Database*, à l'adresse <http://unstats.un.org/unsd/snema/introduction.asp> (consulté le 10 février 2009), et calculs du Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement; *Foreign Direct Investment Database*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemS=1923 (consulté le 1^{er} mai 2009) (Section centrale de statistique et de recherche de la CNUCED); Division de la population de l'ONU, *Perspectives démographiques mondiales : la révision de 2006*.

Tableau 11
Communications

<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Bureaux de poste permanents et mobiles pour 100 000 habitants</i>		<i>Nombre de lignes téléphoniques et de téléphones portables pour 100 habitants</i>						<i>Nombre d'internautes pour 100 habitants</i>	
	2000	2007	<i>Lignes téléphoniques</i>		<i>Téléphones portables</i>		<i>Total</i>		2004	2007
			2000	2007	2003/04	2007	2003/04	2007		
Afrique										
Angola	57	57	0,5	0,60	6,7	29,0	7,2	29,7	0,5	2,9
Bénin	176	171	0,8	1,23	3,4	21,0	4,2	22,3	1,1	1,7
Burkina Faso	70	77	0,5	0,70	3,0	11,0	3,4	11,6	0,4	0,6
Burundi	28	45	0,3	0,45	0,9	3,0	1,2	3,7	0,3	0,8
Comores	27	24	1,0	2,33	0,3	5,0	1,2	7,1	1,0	2,6
Djibouti	11	7	1,5	1,36	3,4	5,6	5,0	7,0	1,2	1,4
Érythrée	60	70	0,8	0,77	0,5	1,7	1,3	2,5	1,2	2,5
Éthiopie	552	1 021	0,4	1,06	0,3	1,5	0,6	2,6	0,2	0,4
Gambie	..	..	2,7	4,47	12,0	46,8	14,6	51,3	3,3	5,9
Guinée	61	85	0,3	0,53	1,4	21,3	1,8	21,8	0,5	0,5
Guinée-Bissau	30	13	0,9	0,27	0,1	17,5	1,0	17,8	1,7	2,3
Guinée équatoriale	..	7	1,4	1,99	11,0	43,4	12,3	45,4	1,0	1,6
Lesotho	154	..	1,2	2,97	8,8	22,7	10,1	25,7	2,4	3,5
Libéria	19	20	0,2	0,05	1,4	15,0	1,6	15,1	–	0,5
Madagascar	1 163	728	0,3	0,68	1,9	11,3	2,2	12,0	0,5	0,6
Malawi	322	333	0,5	1,26	1,8	7,6	2,3	8,9	0,4	1,0
Mali	..	83	0,4	0,65	3,6	20,6	4,0	21,3	0,4	0,8
Mauritanie	..	30	0,7	1,29	17,5	41,6	18,3	42,9	0,5	0,9
Mozambique	360	..	0,5	0,33	3,7	15,4	4,2	15,7	0,7	0,9
Niger	51	44	0,2	0,17	1,2	6,3	1,4	6,5	0,2	0,3
Ouganda	316	276	0,3	0,53	4,4	13,6	4,6	14,1	0,7	1,0
République centrafricaine	33	24	0,3	0,29	1,5	3,0	1,8	3,3	0,2	0,3
République démocratique du Congo	497	126	–	0,01	1,9	10,5	1,9	10,5	0,2	0,4
République-Unie de Tanzanie	434	392	0,5	0,40	4,4	20,6	4,9	21,0	0,9	2,5
Rwanda	18	23	0,2	0,24	1,6	6,5	1,9	6,7	0,4	1,1
Sao Tomé-et-Principe	..	5	3,3	4,86	3,2	19,1	6,5	24,0	13,1	14,6
Sénégal	132	167	2,2	2,17	9,9	29,3	12,1	31,5	4,2	6,6
Sierra Leone	69	45	0,4	..	2,3	13,2	2,7	13,2	0,2	0,2
Somalie	..	..	0,4	1,15	4,2	6,9	4,5	8,1	1,1	1,1
Soudan	347	177	1,2	0,90	3,0	21,3	4,3	22,2	0,8	9,1
Tchad	44	42	0,1	0,13	1,4	9,0	1,5	8,6	0,4	0,6
Togo	50	..	0,9	1,51	4,4	18,1	5,3	19,6	3,7	5,1
Zambie	225	223	0,8	0,77	2,8	22,1	3,5	22,9	2,0	5,0
Asie										
Afghanistan	385	460	0,1	0,30	2,4	17,2	2,5	17,5	0,1	1,8
Bangladesh	..	9 892	0,4	0,75	2,9	21,7	3,3	22,5	0,2	0,3
Bhoutan	..	90	2,2	3,43	0,8	17,2	2,9	20,6	0,9	4,6
Cambodge	143	81	0,2	0,26	3,5	17,9	3,8	18,2	0,3	0,5
Maldives	202	216	9,1	10,82	34,5	102,6	43,6	113,4	5,8	10,8

	<i>Bureaux de poste permanents et mobiles pour 100 000 habitants</i>		<i>Nombre de lignes téléphoniques et de téléphones portables pour 100 habitants</i>						<i>Nombre d'internautes pour 100 habitants</i>	
	2000	2007	<i>Lignes téléphoniques</i>		<i>Téléphones portables</i>		<i>Total</i>		2004	2007
<i>Pays le moins avancé</i>			2000	2007	2003/04	2007	2003/04	2007	2004	2007
Myanmar	1 293	1 363	0,5	1,45	0,2	0,6	0,7	2,1	0,1	0,1
Népal	4 012	..	1,2	2,49	0,7	11,5	1,9	14,0	0,7	1,4
République démocratique populaire lao	166	327	0,8	1,62	3,5	25,2	4,3	26,8	0,4	1,7
Timor-Leste	..	9	..	0,21	..	6,8	..	7,0	..	0,1
Yémen	270	309	1,9	4,47	5,2	13,8	7,1	18,3	0,9	1,4
Pacifique										
Îles Salomon	139	24	1,8	1,55	0,3	2,2	2,1	3,8	0,6	1,8
Kiribati	..	..	4,0	..	0,6	..	4,6	..	2,4	..
Samoa	35	..	4,9	10,54	5,8	45,9	10,6	56,4	3,3	4,5
Tuvalu	..	..	7,0	..	–	..	7,0	..	..	..
Vanuatu	9	60	3,5	3,90	4,8	11,5	8,3	15,4	3,5	7,5
Amérique latine et Caraïbes										
Haïti	88	..	0,9	1,13	4,7	26,1	5,6	27,2	5,9	10,4

Sources : Union postale universelle, *Postal Statistics Database* (Base de données statistiques de l'UPU), <http://www.upu.org> (consulté le 21 avril 2009) Union internationale des télécommunications, données nationales par région (en ligne) et indicateurs sur les télécommunications et les TIC dans le monde, <http://www.itu.int/ITU-D/icteye/Indicators/indicators.aspx> (consulté le 21 avril 2009).

Tableau 12
**Barrières commerciales des pays développés aux exportations des pays
 les moins avancés, 2000-2007**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Pourcentage des exportations des PMA admises en franchise de droits (à l'exclusion des armes et du pétrole)	70	71	74	78	80	80	79	80
Moyenne des droits de douane sur :								
Les exportations de produits agricoles en provenance des PMA	3,7	2,7	2,8	2,8	3,2	3,1	2,8	2,1
Les exportations de produits textiles en provenance des PMA	6,5	6,6	6,0	5,8	5,2	5,3	5,2	5,0
Les exportations de vêtements en provenance des PMA	7,8	7,7	7,4	7,0	6,4	6,4	6,4	6,4
Accès en franchise de droits								
Nation la plus favorisée	34,9	30,4	31,3	29,3	29,1	31,4	26,4	28,0
Taux préférentiels	35,0	40,3	42,6	48,2	51,2	49,0	52,7	51,9
Total	69,8	70,7	73,9	77,5	80,3	80,4	79,1	79,8

Source : Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (accessibles à <http://mdg.un.org>), d'après des données de l'Organisation mondiale du commerce.

Tableau 13

Aide publique au développement des pays les moins avancés : donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Pays	Décaissements nets								
	1996-1997			2006			2007		
	En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du montant total versé par les pays donateurs	Pourcentage du revenu national brut des pays donateurs	En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du montant total versé par les pays donateurs	Pourcentage du revenu national brut des pays donateurs	En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du montant total versé par les pays donateurs	Pourcentage du revenu national brut des pays donateurs
Allemagne	1 455	22	0,06	2 672	26	0,09	3 037	25	0,09
Australie	198	19	0,05	528	25	0,07	688	26	0,08
Autriche	111	22	0,05	253	17	0,08	255	14	0,07
Belgique	224	27	0,09	733	37	0,19	779	40	0,17
Canada	401	21	0,07	1 287	35	0,10	1 564	38	0,11
Danemark	541	32	0,32	899	40	0,32	1 080	42	0,34
Espagne	171	14	0,03	797	21	0,07	1 125	22	0,08
États-Unis	1 330	16	0,02	6 498	28	0,05	6 092	28	0,04
Finlande	108	27	0,09	308	37	0,15	367	37	0,15
France	1 549	23	0,10	2 668	25	0,12	2 974	30	0,11
Grèce	14	8	0,01	105	25	0,04	112	22	0,04
Irlande	83	46	0,14	537	53	0,28	608	51	0,28
Italie	417	23	0,04	804	22	0,04	1 312	33	0,06
Japon	1 662	18	0,04	3 401	31	0,08	2 531	33	0,06
Luxembourg	21	24	0,12	114	39	0,35	147	39	0,36
Norvège	533	41	0,34	1 159	39	0,35	1 325	36	0,34
Nouvelle-Zélande	31	23	0,05	76	29	0,08	84	26	0,07
Pays-Bas	865	28	0,23	1 414	26	0,21	1 813	29	0,24
Portugal	143	61	0,14	194	49	0,10	207	44	0,10
Royaume-Uni	830	25	0,07	3 896	31	0,16	4 028	41	0,15
Suède	555	30	0,24	1 180	30	0,31	1 362	31	0,29
Suisse	312	32	0,11	460	28	0,11	489	29	0,11
Total	11 552	22	0,05	29 983	29	0,09	31 976	31	0,09

Source : Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, *Revue de l'OCDE sur le développement : coopération pour le développement, Rapport 2009* (Paris, 2009), tableau 31.

Tableau 14
**Allégement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE),
 service de la dette publique et garantie par l'État**

<i>PMA bénéficiant de l'Initiative PPTE et état de l'allégement de la dette</i>									
<i>Allégement de la dette en millions de dollars É.-U.</i>									
<i>État des PPTE</i>		<i>Février 2008</i>		<i>Février 2009^b</i>		<i>Taux de service de la dette extérieure (pourcentage)^f</i>			
<i>Pays le moins avancé</i>	<i>À l'étude</i>	<i>Point d'achèvement</i>	<i>Banque mondiale^a</i>	<i>FMI</i>	<i>Total des PPTE</i>	<i>IADM (Initiative d'allégement de la dette multilatérale)</i>	<i>2000</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Afrique									
Angola			20,7	13,6	10,2
Bénin		x	53	20	366	604	11,9	7,0	..
Burkina Faso		x	181	46	772	603	14,9	..	..
Burundi		x	30	0	908	53	39,4	39,9	42,6
Comores		
Djibouti			6,2	6,4	..
Érythrée			3,1	..	..
Éthiopie		x	213	47	2 575	1 458	13,0	6,8	4,1
Gambie		x	12	0	93	199	9,9	12,4	12,4
Guinée		x	79	5	761	..	20,4	..	13,1
Guinée-Bissau		x	35	1	581	..	..	..	..
Guinée équatoriale		
Lesotho			11,3	3,9	7,0
Libéria		x	..	..	2 845	..	..	0,2	111,6
Madagascar		x	112	16	1 167	1 292	9,7	..	..
Malawi		x	130	37	1 310	705	13,4	..	..
Mali		x	140	49	752	1 043	12,8	4,4	..
Mauritanie		x	49	38	868	450	..	..	..
Mozambique		x	553	108	2 992	1 057	12,5	1,8	1,3
Niger		x	79	34	899	519	7,7	26,6	..
Ouganda		x	381	122	1 434	1 805	7,8	4,8	2,1
République centrafricaine		x	..	..	611	..	..	..	..
République démocratique du Congo		x	386	3	7 636	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie		x	334	96	2 828	2 038	12,8	3,2	2,5
Rwanda		x	102	51	908	225	24,1	9,7	3,2
Sao Tomé-et-Principe		x	8	..	163	26	25,8	39,1	39,2
Sénégal		x	103	38	682	1 374	14,3	5,8	..
Sierra Leone		x	40	107	857	352	67,1	8,7	2,5
Somalie		
Soudan			9,7	4,1	3,3
Tchad		x	41	9	227	..	..	..	..
Togo		x	..	..	270	..	6,3	2,4	..
Zambie		x	178	508	3 489	1 632	20,8	3,8	2,5

<i>PMA bénéficiant de l'Initiative PPTE et état de l'allègement de la dette</i>									
<i>Pays le moins avancé</i>	<i>Allègement de la dette en millions de dollars É.-U.</i>						<i>Taux de service de la dette extérieure (pourcentage)^f</i>		
	<i>État des PPTE</i>		<i>Février 2008</i>		<i>Février 2009^b</i>		<i>2000</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
	<i>À l'étude</i>	<i>Point d'achèvement</i>	<i>Banque mondiale^a</i>	<i>FMI</i>	<i>Total des PPTE</i>	<i>IADM (Initiative d'allègement de la dette multilatérale)</i>			
Asie									
Afghanistan	x		..	..	571	..	..	..	..
Bangladesh			..	..	..	..	8,6	3,8	3,9
Bhoutan			..	..	..	..	..	..	..
Cambodge			..	..	..	..	1,6	..	..
Maldives			..	..	..	..	4,3	4,4	5,1
Myanmar			..	..	..	..	3,9	1,7	..
Népal			..	..	..	..	6,9	5,1	4,5
République démocratique populaire lao			..	..	..	..	7,9	19,5	18,9
Timor-Leste			..	..	..	..	..	..	..
Yémen			..	..	..	..	4,5	2,4	2,7
Pacifique									
Îles Salomon			..	..	..	..	7,1	2,0	..
Kiribati			..	..	..	..	..	..	..
Samoa			..	..	..	..	..	19,7	26,9
Tuvalu			..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu			..	..	..	..	1,0	1,7	1,5
Amérique latine et Caraïbes									
Haïti	x		1	0	147	..	..	3,4	4,7
Pays les moins avancés	8	19	3 237	1 335	36 712	15 435			

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde, 2009* (Washington, 2009), tableaux 1.4 et 6.9; et *WDI and GDF Online*, <http://www.worldbank.org> (consulté le 15 avril 2009).

^a Valeur actualisée nette à la fin 2007 en dollars.

^b Valeur actualisée nette à la fin 2008 en dollars.

^c Service de la dette extérieure en pourcentage des exportations de biens et de services et du revenu à l'étranger.

Tableau 15
Approvisionnement en eau et assainissement améliorés

	Pourcentage de la population ayant un meilleur accès à l'eau potable				Pourcentage de la population ayant un meilleur accès à l'assainissement				Populations urbaine et rurale			
	Zones urbaines		Zones rurales		Zones urbaines		Zones rurales		Pourcentage de la population urbaine		Taux de croissance annuel (en pourcentage)	
	2000	2006	2000	2006	2000	2006	2000	2006	1995	2010	Zones urbaines 2005-2010	Zones rurales 2005-2010
<i>Pays le moins avancé</i>												
Afrique												
Angola	49	62	39	39	67	79	13	16	44	59	4,4	0,7
Bénin	76	78	57	57	51	59	8	11	37	42	4,0	2,3
Burkina Faso	83	97	51	66	33	41	4	6	15	20	5,0	2,4
Burundi	89	84	69	70	43	44	42	41	7	11	6,8	3,6
Comores	93	91	85	81	42	49	22	26	28	28	2,7	2,4
Djibouti	88	98	61	54	76	76	11	11	79	88	2,2	-1,4
Érythrée	70	74	50	57	16	14	2	3	17	22	5,4	2,7
Éthiopie	87	96	19	31	24	27	4	8	14	18	4,3	2,2
Gambie	95	91	77	81	49	50	49	55	44	58	4,2	0,7
Guinée	84	91	50	59	28	33	11	12	30	35	3,5	1,4
Guinée-Bissau	79	82	49	47	48	48	22	26	30	30	3,3	2,9
Guinée équatoriale	45	45	42	42	60	60	46	46	39	40	2,8	2,1
Lesotho	93	93	74	74	43	43	32	34	17	27	3,5	-0,3
Libéria	75	72	49	52	51	49	10	7	50	62	5,7	2,8
Madagascar	78	76	33	36	17	18	9	10	26	30	3,8	2,2
Malawi	94	96	58	72	51	51	56	62	13	20	5,2	2,0
Mali	74	86	42	48	57	59	36	39	26	33	4,8	2,2
Mauritanie	52	70	48	54	39	44	11	10	40	41	3,0	2,2
Mozambique	77	71	25	26	51	53	16	19	26	38	0,7	0,4
Niger	79	91	34	32	23	27	2	3	16	17	4,0	3,4
Ouganda	85	90	52	60	28	29	32	34	12	13	4,4	3,1
République centrafricaine	85	90	49	51	32	40	16	25	37	39	2,3	1,5
République démocratique du Congo	85	82	28	29	45	42	17	25	28	35	5,1	2,3
République-Unie de Tanzanie	84	81	44	46	31	31	35	34	21	26	4,2	1,9
Rwanda	86	82	62	61	33	34	24	20	8	19	4,2	2,4
Sao Tomé-et-Principe	89	88	73	83	28	29	15	18	49	62	3,0	-0,5
Sénégal	92	93	59	65	53	54	9	9	40	43	3,1	2,0
Sierra Leone	75	83	46	32	21	20	6	5	34	38	2,9	1,5

	Pourcentage de la population ayant un meilleur accès à l'eau potable				Pourcentage de la population ayant un meilleur accès à l'assainissement				Populations urbaine et rurale			
	Zones urbaines		Zones rurales		Zones urbaines		Zones rurales		Pourcentage de la population urbaine		Taux de croissance annuel (en pourcentage)	
	2000	2006	2000	2006	2000	2006	2000	2006	1995	2010	Zones urbaines 2005-2010	Zones rurales 2005-2010
<i>Pays le moins avancé</i>												
Somalie	36	63	17	10	44	51	10	7	31	37	4,2	2,2
Soudan	79	78	63	64	51	50	24	24	31	45	4,3	0,7
Tchad	46	71	30	40	21	23	3	4	22	28	4,7	2,2
Togo	83	86	39	40	24	24	5	3	33	43	4,3	1,5
Zambie	89	90	36	41	53	55	47	51	37	36	2,3	1,7
Asie												
Afghanistan	37	37	17	17	43	45	27	25	20	25	5,4	3,4
Bangladesh	86	85	77	78	51	48	26	32	22	28	3,5	1,0
Bhoutan	98	98	79	79	71	71	50	50	21	37	4,9	-0,3
Cambodge	60	80	33	61	51	62	9	19	14	23		
Maldives	99	98	82	76	100	100	42	42	26	41	5,3	-0,3
Myanmar	83	80	66	80	74	85	53	81	26	34	2,9	-0,1
Népal	95	94	81	88	42	45	17	24	11	18	4,9	1,4
République démocratique populaire lao	76	86	39	53	57	87	14	38	17	33	5,6	0,1
Timor-Leste	77	77	56	56	64	64	32	32	23	28	5,0	2,9
Yémen	77	68	67	65	84	88	24	30	24	32	4,9	2,2
Pacifique												
Îles Salomon	94	94	65	65	98	98	18	18	15	19	4,1	1,9
Kiribati	77	77	50	53	43	46	20	20	36	44	1,8	1,4
Samoa	92	90	88	87	100	100	100	100	22	23	1,7	0,6
Tuvalu	94	94	91	92	90	93	81	84	44	50	1,3	-0,5
Vanuatu	86	..	52	..	78	..	42	..	20	26	4,1	1,8
Amérique latine et Caraïbes												
Haiti	67	70	50	51	38	29	16	12	33	50	4,5	-1,0

Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, *Progrès en matière d'eau de boisson et d'assainissement, thème spécial sur l'assainissement* (Genève et New York, 2008); et Division de la population de l'ONU, *Perspectives de l'urbanisation mondiale : la révision de 2007*, <http://esa.un.org/unup/index.asp>.

Tableau 16
Transports

	Réseau routier				Réseau ferroviaire			Transport aérien			
	Réseau routier (km)		Routes asphaltées (pourcentage)		Réseau (km)	Fret (millions de tonnes/km)		Départs (en milliers)		Fret aérien (millions de tonnes/km)	
	2000	2003/07	2000	2003/07	2000/07	2000	2006/07	2000	2006/07	2000	2006/07
<i>Pays le moins avancé</i>											
Afrique											
Angola	51 429	..	10	..	..	..	..	4,4	5,3	61,0	73,0
Bénin	..	19 000	..	19	..	..	..	1,5	..	12,0	..
Burkina Faso	..	92 495	..	4	..	..	..	3,4	1,6	12,0	0,0
Burundi	14 480	12 322	7	10	..	..	..	..	..	..	..
Comores	880	..	77	..	..	..	..	1,5	..	12,0	..
Djibouti	3 065	..	45	..	..	..	..	..	..	..	..
Érythrée	4 010	..	22	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	29 571	42 429	12	13	..	..	..	26,6	37,5	78,0	160,0
Gambie	2 700	3 742	35	19	..	..	..	..	..	..	..
Guinée	30 500	44 348	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	..	..	28	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	2 880	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	5 940	..	18	..	..	..	..	..	..	..	..
Libéria	10 600	..	6	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	49 827	..	12	..	..	..	..	20,5	37,3	27,3	24,0
Malawi	..	15 451	..	45	710	87	38	4,8	5,9	0,8	1,0
Mali	15 100	18 709	12	18	733	279	189	1,5	1,5	12,3	..
Mauritanie	7 660	11 066	11	27	..	..	..	3,8	1,8	12,5	0,0
Mozambique	30 400	..	19	..	..	..	..	6,7	10,8	7,2	6,0
Niger	14 658	18 550	26	21	..	..	..	1,5	..	12,3	..
Ouganda	..	70 746	..	23	259	210	218	0,3	..	20,7	34,0
République centrafricaine	24 307	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	157 000	153 497	..	2	3 641	513	331	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	88 200	78 791	4	9	4 460	1 990	728	6,0	5,5	3,4	1,0
Rwanda	12 000	14 008	8	19	..	..	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	320	..	68	..	..	..	..	1,1	1,4	0,0	0,0
Sénégal	14 583	13 576	29	29	906	371	384	2,4	0,0	12,3	0,0
Sierra Leone	11 330	..	8	..	..	..	..	0,2	..	9,0	9,6
Somalie	22 100	..	12	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	11 900	..	36	..	5 478	1 164	766	7,8	9,4	36,5	46,0

	Réseau routier				Réseau ferroviaire			Transport aérien			
	Réseau routier (km)		Routes asphaltées (pourcentage)		Réseau (km)	Fret (millions de tonnes/km)		Départs (en milliers)		Fret aérien (millions de tonnes/km)	
	2000	2003/07	2000	2003/07	2000/07	2000	2006/07	2000	2006/07	2000	2006/07
<i>Pays le moins avancé</i>											
Tchad	33 400	40 000	1	..	..	..	..	1,5	..	12,0	..
Togo	7 520	..	32	..	..	..	..	1,5	..	12,3	..
Zambie	66 781	..	22	..	1 273	..	..	6,1	6,4	0,0	0,0
Asie											
Afghanistan	21 000	42 150	13	29	..	..	..	3,4	..	7,8	..
Bangladesh	207 485	239 226	10	10	2 855	777	817	6,3	11,1	193,9	89,0
Bhoutan	..	8 050	..	62	..	..	..	1,1	2,6	0,0	0,0
Cambodge	..	38 257	..	6	650	92	..	..	4,3	..	2,0
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	6,0	5,1	13,2	0,0
Myanmar	27 966	27 000	11	12	..	..	..	10,3	29,2	0,8	2,8
Népal	13 223	17 280	31	57	..	..	..	12,1	6,9	17,0	8,0
République populaire démocratique lao	21 716	29 811	14	14	..	..	..	6,4	10,0	1,7	2,5
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	65 144	71 300	16	9	..	..	..	14,6	14,4	32,0	41,0
Pacifique											
Kiribati	670	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	1 391	..	2	..	..	..	..	11,5	13,6	1,0	0,8
Samoa	2 337	..	14	..	..	..	..	10,9	12,7	2,2	1,9
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	1 070	..	24	..	..	..	..	1,4	1,6	1,8	2,0
Amérique latine et Caraïbes											
Haïti	4 160	..	24	..	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde, 2009* (Washington, 2009), tableau 5.9; et *WDI and GDF Online*, <http://www.worldbank.org> (consulté le 23 avril 2009), bases de données établies par la Banque à partir de ses propres données et de celles de la Fédération routière internationale et de l'Organisation de l'aviation civile internationale.